



HAL
open science

Les LGBTphobies dans Bordeaux

Johanna Dagorn, Arnaud Alessandrin

► **To cite this version:**

Johanna Dagorn, Arnaud Alessandrin. Les LGBTphobies dans Bordeaux. [Research Report] Mairie de Bordeaux. 2019. hal-02431458

HAL Id: hal-02431458

<https://hal.science/hal-02431458>

Submitted on 15 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LGBTI-PHOBIE DANS BORDEAUX

Auteur.e.s : Arnaud Alessandrin & Johanna Dagorn



Sous la direction de :
Arnaud ALESSANDRIN et
Johanna DAGORN

Assisté.e.s de :
Chad Charasse

Par ARESVI (2019)



Remerciements

Que soient remerciées toutes les personnes et toutes les associations qui ont participé à cette enquête, notamment les associations membre de la commission LGBT de la ville de Bordeaux, pour leurs idées, leurs retours et leur participation à l'élaboration de l'enquête. Nous remercions également chaleureusement Marion Paoletti, Michael Strambolis et Apostolos Lampropoulos pour leurs soutiens. Enfin, nous remercions les médias communautaires pour leurs annonces de l'enquête (Tetu, Hornet, Yagg).

Table des matières

Remerciements.....	2
INTRODUCTION	7
A. Quelle expérience urbaine pour les personnesLGBT ? Paysage théorique.....	7
B. Premiers essais de mesure.....	8
C. Spécificités L / G / B / T / I.....	13
D. « Ville et LGBTI-Phobie » : une nouvelle enquête – une même méthode.....	16
1. QUI SONT LES REpondant.E.S ?	19
A. Genre des répondant.e.s	19
B. Catégories socio-professionnelles des répondant.e.s.....	20
C. L'âge des répondant.e.s.....	20
2. LGBT-PHOBIES ET ESPACE PUBLIC.....	22
A. LES FAITS : agressions, fréquence, lieux et temporalités.....	24
B. QUI SONT LES AUTEURS ? / QUE FONT LES TEMOINS ?	28
3. LGBT-PHOBIES ET TRAVAIL	31
A. LES FAITS.....	31
C. ET LES TEMOINS ?	35
4. LGBT-PHOBIES ET SERVICES PRIVES / PUBLICS.....	37
A. LES FAITS.....	38
B. LES AUTEURS LES FAITS.....	40
5. LES POPULATIONS LGBT AU PLURIEL	41
A. LGBT / HANDI-PHOBIE (focus sur l'espace public)	42
B. RACISME ET LGBT-PHOBIE (focus sur l'espace public).....	44
C. UNE QUESTION D'AGE ? (Focus sur les étudiant.e.s).....	46
D. UNE QUESTION DE CSP ?.....	49

5. LES CONSEQUENCES DES DISCRIMINATIONS : (non)demande d'aide et impact des discriminations.....	51
PRECONISATIONS	55
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	57
ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE	60

UNE AGRESSION LGBT-PHOBE TOUTES LES 33H EN FRANCE EN 2018-2019

- 19 Avril, agression transphobe à Paris
- 15 Avril, 2de agression d'un couple d'hommes à Lyon
- 15 Avril, agression d'un couple d'hommes à Lyon
- 12 Avril, agression et meurtre homophobe à Villejuif
- 09 Avril, agression transphobe en marge d'une manifestation contre la transphobie à Paris
- 09 Avril, agression transphobe durant une manifestation contre la transphobie à Paris
- 04 Avril, agression d'un garçon gay de 18ans dans les Yvelines
- 02 Avril, agression transphobe en marge d'une manifestation à Paris
- 21 Mars, agression homophobe à Biarritz
- 18 Mars, agression lesbophobe en Meurthe et Moselle
- 17 Mars, agression homophobe à Drancy
- 17 Mars, agression homophobe à Lyon
- 8 Mars, agression homophobe à Thionville
- 05 Mars, agression homophobe à Castelroussin
- 25 Février, agression homophobe à Orléans
- 21 Février, agression homophobe à Pontoise
- 20 Février, Double agression homophobe à Lille
- 10 Février, Triple agression homophobe à Bordeaux
- 8 Février, agression homophobe à Gennevilliers
- 8 Février, Double agression lesbophobe dans le Val d'Oise
- 5 Février, agression homophobe à Saint Etienne
- 17 Janvier, agression homophobe à Valenciennes
- 26 Décembre, Double agression homophobe à Lille
- 28 Novembre, agression homophobe à Dijon
- 23 Novembre, agression homophobe à Gennevilliers
- 17 Novembre, agression homophobe à Bourg en Bresse
- 8 Novembre, agression homophobe à Rouen
- 06 Novembre, agression homophobe à Toulouse
- 5 Novembre, agression lesbophobe à Toulouse
- 16 Octobre, agression homophobe à Paris
- 15 Octobre, agression homophobe à Paris
- 15 Octobre, agression homophobe à Besançon
- 29 Septembre, agression homophobe à Strasbourg
- 15 Septembre, Double agression homophobe à Paris
- 17 Septembre, agression homophobe à Nantes
- 11 Septembre, agression homophobe à Albi
- 03 Septembre, agression homophobe à Nantes
- 09 Aout, agression homophobe à Poitiers
- 07 Aout, agression transphobe à Marseille

INTRODUCTION

A. Quelle expérience urbaine pour les personnes LGBTI ? Paysage théorique.

Dès l'introduction de son article sur les réactions extraordinaires engendrées par les gestes ordinaires de l'affection homosexuelle (le baiser, la main tenue), Marianne Blidon (2008) cite Monique Wittig : « Vivre en société c'est vivre en hétérosexualité ». Mais que revêt précisément cette expérience dans le contexte urbain ? Très longtemps, c'est le secret, la peur et leurs corollaires en termes de luttes et de réappropriations (Pollak, 1982) qui ont été les bornes interprétatives de l'expérience homosexuelle. D'un point de vue sociologique, l'expérience, et en l'occurrence l'expérience des discriminations (Dubet, 2007), peut être certes saisie du côté des contraintes et des adaptations qui en découlent, mais également à l'endroit où les subjectivités singulières se recourent.

La géographie de l'homosexualité a longtemps été travaillée du côté des espaces militants et festifs que peuvent être les quartiers gays, qu'il s'agisse de leur création (Giraud, 2014, 2013 ; Leroy, 2009) ou de leurs mutations (Alessandrin et Raibaud, 2014 ; Ghaziani, 2014) ou bien encore du côté des manifestations comme les marches des fiertés (Leroy, 2010). La question des espaces sexuels s'est également vue investiguée par de nombreuses recherches, qu'il s'agisse de lieux physiques ou virtuels (Jaurand, 2015 ; Alessandrin et Toulze, 2015 ; Borghi, 2013 ; Leroy, 2012). Toujours, la question des discriminations fut en résonance ; qu'il s'agisse de lieux évités, de lieux de rencontres, de déplacements etc. Une géographie des homophobies particulière ressort donc des expériences sociales des gays, des lesbiennes et des personnes trans¹. La menace de la stigmatisation apparaît comme une épée de Damoclès, un toujours-là menaçant. Harcèlements, injures, discriminations (réelles ou potentielles) laissent des traces visibles dans l'usage qu'ont les personnes LGBT de la ville. Des lieux évités, des stratégies corporelles de dissimulation : qu'est ce qui caractérise l'expérience urbaine des LGBT ? ou, pour le dire autrement : à quelles conditions les LGBT ont-ils droit à la ville ?

Qu'entend-on nous par « expérience urbaine ? ». Les enquêtes mobilisées ne nous permettent pas d'éclairer l'ensemble des relations qui se tissent dans l'urbain, les contextes et temporalités qui s'y déroulent. Nous apporterons donc une attention particulière aux expériences urbaines relatives aux questions d'ambiance urbaine (de ressentis, d'expériences de la discrimination ou de l'injure, du sentiment de sécurité...) et de déplacements dans la ville. Nous tenterons de montrer qu'un « climat urbain » spécifique aux LGBT peut-être documenté par une sociologie quantitative et par une sociologie de l'expérience (Dubet, 2007) cumulées, dans un contexte marqué par l'absence, sinon associative, de données chiffrées sur cette question.

¹ Nous employons le terme « trans » afin d'évoquer l'ensemble des transidentités. Ce terme parapluie permet d'éviter de segmenter *a priori* les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas au sexe assigné à la naissance.

Penser le droit à la ville et les droits en matière de non discriminations épousent une démarche parfois similaire : celle du respect des personnes et d'un souci des exclu.e.s (ici plus pour des raisons culturelles ou symboliques qu'économiques).

B. Premiers essais de mesure.

Méthodologiquement, deux enquêtes successives réalisées entre 2014 et 2017 sur le territoire bordelais permettent une première mesure. Le premier volet porte sur le sentiment de discrimination des habitant.e.s de la ville entre 2014 et 2015. Elle se déploie dans une triple méthode : qualitative (6 focus groupes²), observationnelle (3 semaines de déambulations urbaines dans les tramways, bus, rues et places de la ville) et quantitative (par passation d'un questionnaire qui a récolté 831 réponses). Pour cette introduction, une strate concernant les réponses relatives aux discriminations LGBT a été extraite (n=167), composée principalement des gays et des personnes trans (respectivement 60% et 10% de l'échantillon). Le second volet de cette enquête, lui aussi réalisé sur le territoire bordelais, porte sur les déplacements des femmes dans la ville entre 2016 et 2017 (N=5218). Ont été extraits ici les chiffres relatifs aux expériences lesbiennes et transidentitaires (n = 297)³. Pour ces dernières données en particulier, et contrairement au premier volet de l'enquête, les femmes sont donc spécifiquement interrogées. Au total, un effectif de 464 personnes qui se répartissent de la sorte : 47% de personnes lesbiennes, 10% de bisexuel.le.s, 10% de personnes trans et 33% de gays. La moyenne d'âge des répondant.e.s reste relativement jeune eu égard à celle de la population bordelaise (33 ans contre 37 ans en moyenne).

Dans toutes ces recherches, une méthodologie mixte a été déployée sous la forme de questionnaires, d'observations et d'entretiens en focus-groupes. D'un point de vue du contexte d'analyse, il s'agira de se focaliser sur le monde urbain dans une grande ville de province comptant légèrement moins de 250.000 habitant.e.s dans son centre-ville et 760.000 habitant.e.s pour son agglomération. Notons à cet égard que la récolte des données ne permet pas de distinguer des lieux spécifiques dans la ville, ni même des éléments relatifs à un différentiel « ville / périphérie ». Les déambulations urbaines qui se sont déroulées dans le second volet de l'enquête ne se sont pas spécifiquement attardées sur les questions LGBT.

Nous avons demandé aux personnes interrogées de noter la ville en fonction de critères (*cf* : *tableau infra*). Il ressort de cette classification auto-administrée que les personnes LGBT ont, en moyenne, un ressenti du climat urbain plus négatif. En effet, plus d'un quart (26%) de l'ensemble des répondant.e.s trouvent l'ambiance urbaine « plutôt bonne » contre seulement 10% des personnes LGBT. A l'inverse, plus d'un quart (28%) des personnes interrogées trouvent l'ambiance urbaine « mauvaise ou très mauvaise » contre 45% des personnes LGBT. Ces

² Ces six focus groupes ont eu pour thématiques 1-les services publics 2-les services privés 3-les espaces publics et les transports 4- le logement 5- l'emploi 6- la jeunesse et l'animation. A chaque fois, des personnes LGBT étaient présentes.

³ Soit 10,7% des personnes déclarant avoir été discriminées au cours des 12 derniers mois.

résultats nous interpellent puisque ces chiffres n'ont été nullement collectés durant les grandes manifestations à l'encontre du mariage pour tous. Il ressort donc de ces réponses un climat urbain durablement terni et une appréhension de la ville marquée par la suspicion et les mauvaises expériences.

Tableau 1 : Ambiance urbaine

Dans vos déplacements, vous trouvez l'ambiance :	Mauvais / très mauvaise	Ni bonne / Ni mauvaise	Bonne / très bonne
Personnes LGBT (1)	45 %	45 %	10 %
Moyenne (1)	28 %	46 %	26 %

Sources : Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Laetitia Franquet, *Femmes et déplacements*, Mairie de Bordeaux, Bordeaux Métropole, Keolis, 2016.

(1) Strate « LGBT » : n = 297.

(2) Sur un total de 5.218 réponses.

Dans ses travaux sur la sexualité et l'espace public, Marielle Toulze propose de travailler selon une méthode qu'elle nomme « indicielle » (Toulze, 2015). Pour la sémiologue, une approche par l'indiciel est une accumulation non de preuves mais d'indices, de pistes, de ce qui constitue du commun dans un fourmillement d'éléments épars. Les subjectivités à l'épreuve de la ville résistent de ce point de vue à l'unité. Si, au-delà de quelques tags ou flyers, il ne subsiste plus de traces de « la manif pour tous », ses mouvements semblent s'être sédimentés dans les mémoires. Stéphane (45ans), militant bordelais, se souvient qu'il était « *très difficile d'éteindre la télé, la radio, et de continuer à voir des affiches et des graffitis homophobes* ». « *Y'avait des quartiers, après manifs pour tous, où même plusieurs mois après tu avais des inscriptions sur le sol* » se rappelle-t-il. « *C'est fini maintenant, mais on s'en souvient, c'est plus fort que nous* ».

Les séquelles des manifestations autour du mariage pour tous sont aussi marquées par des injures, des quolibets qui, un temps tout du moins, ont pu segmenter l'usage de l'espace public par les personnes LGBTI.

« *Ma voisine nous avait vu avec ma copine. Elle avait changé son code wifi par « Manif pour tous » et son prénom. On le savait mais nous ne disions rien. Un soir, alors que nous étions rentrés chez nous, elle s'est mise à nous insulter en public. Nous sommes vite rentrés [...] Depuis, nous passons par la seconde entrée de l'immeuble, par la rue de derrière, ça nous évite de la croiser* » (Lise et Marie, 32 et 35 ans).

« *Je pourrais très précisément te dire où nous nous sommes fait cracher dessus. Je me doute bien que la personne qui a fait ça ne nous y attend pas de nouveau, mais je passe plus par là depuis* » (Patrice, 23 ans).

Pour Jean Christophe et Fabien (45 et 47 ans), « *Quand ils taguaient leurs logos et qu'ils apposaient leurs affiches, on les recouvrait* ». De même, les contres-affichages et sur sur-tags confirment les résistances collectives à même l'espace public, comme autant de traces laissés de ces mobilisations passées, mais qui résonnent encore nettement en une période où les débats sur la PMA (Procréation Médicalement Assistée) ont fait ressurgir des tags et des autocollants dans la ville. « *Un soir, nous nous sommes réunis avec des ami.e.s militant.e.s et nous avons arpenté les rues de la ville pour tagguer les grafs de la manif pour tous avec nos pochoirs* » (Léa, 21 ans, étudiante). « *C'était un sorte de guerre des territoires* » ajoute Grégoire (22 ans), étudiant également.

Ce recouvrement des traces et aussi un effacement des violences par le décolllement d'images, la dissimulation de tags, la superposition des flyers associatifs « pro » et « anti » mariage. Si la pluie et l'entretien des voies a permis cet effacement, l'action des associations et des individus y a pareillement participé. « *C'était plus fort que moi : quand je voyais des tracts de la manif pour tous, je les décollais. Un jour, j'ai fait toute une rue pour retirer des tracts de la manif pour tous des pare-brise des voitures. Je suis revenu avec je ne sais pas combien de papiers et je les ai tous jetés* » (Louis, 25 ans). L'empreinte de l'homophobie dans la ville s'estompant, ce sont les souvenir de ces impressions sur bitume qui s'enfuient. « *Dans ma rue il y avait des marques sur le sol, on y voyait le logo de la manif pour tous. Aujourd'hui je ne vois plus rien, je ne sais même plus où ils étaient et c'est très bien ainsi* » (Clémence, 37ans).

Un des traits majeurs de l'ensemble des enquêtes sur le harcèlement de rue, au-delà des chiffres assommants, reste l'immobilisme des témoins (Dagorn et Alessandrin, 2017). En d'autres termes, les témoins sont majoritairement passifs. En moyenne 87% des témoins restent des spectateurs passifs et, parmi ceux qui interviennent, 7% surenchérisent aux insultes et agressions en prenant des photos, en insultant à leur tour etc. Toutefois, concernant les gays et les lesbiennes (ce qui semble moins vrai pour les personnes trans) le pourcentage de témoins qui s'interpose est légèrement supérieur aux autres victimes de discriminations et harcèlement.

Les chiffres relatifs aux espaces évités sont aussi très significatifs. Dans notre enquête, alors qu'en moyenne les répondant.e.s sont 42% à éviter des lieux, les personnes homosexuelles et trans sont 57,7 % à éviter des lieux au cours de leurs déplacements, de peur de discriminations, d'insultes, d'agressions. Ce chiffre est toutefois moins élevé que durant le premier volet de l'enquête réalisé en 2014 (et qui concernait donc les 12 mois de 2013) puisque près de 72% des LGBT disent avoir évité un ou plusieurs espaces publics pour les mêmes raisons. Les traces laissées par les manifestations contre le mariage pour tous semblent là aussi palpables. De ce point de vue, il n'est pas nécessaire d'avoir été discriminé, harcelé ou insulté pour avoir peur d'un ou de plusieurs espaces publics. Dans les pas des travaux de Didier Eribon (1999) nous rappellerons que le simple fait de se savoir potentiellement "insultable" rend les déplacements périlleux.

Tableau 2 : Lieux évités (au cours des 12 derniers mois)

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous évité des lieux durant vos déplacements ?	OUI	NON
Personnes LGBT (1)	57,7 %	42,3 %
Moyenne (2)	42 %	58 %

Sources : Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Laetitia Franquet, *Femmes et déplacements*, Mairie de Bordeaux, Bordeaux Métropole, Keolis, 2016.

(1) Strate « LGBT » : n = 297

(2) Sur un total de 5.218 réponses

La répartition par âges montre enfin que les personnes LGBT apprennent très vite l'existence du risque discriminatoire. Loin devant toutes les autres catégories de victimes réelles et potentielles (racisées, en situation de handicap etc.), les personnes LGBT sont celles qui témoignent le plus de harcèlements et d'injures avant leurs 19 ans.

Comme l'ont montré les travaux sur les discriminations en milieu scolaire (Dagorn et Alessandrin, 2015), l'homophobie et la transphobie marquent précocement les interactions en dedans comme en dehors des établissements. Par conséquent, les espaces de loisirs et de regroupement des lycéen.ne.s et des jeunes étudiant.e.s dans la ville sont soumis à la présence répétée de propos à caractères homophobes.

Tableau 3 : discriminations LGBTphobes en fonction de l'âge

Avez-vous subi des actes à caractère discriminatoire/ âge	Non réponse	15-19 ans	20-26 ans	27-40 ans	41-60 ans	61 ans et plus	TOTAL
LGBT (1)	0,0%	29,5%	43,2%	18,2%	6,1%	0,0%	100%
Moyenne (2)	1,7%	13,6%	50,8%	22,1%	10,4%	1,4%	100%

Sources : Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Laetitia Franquet, *Femmes et déplacements*, Mairie de Bordeaux, Bordeaux Métropole, Keolis, 2016.

(1) Strate « LGBT » : n = 297

(2) Sur un total de 5.218 réponses

La dimension massive des discriminations ne doit pas faire pour autant croire qu'elles sont, pour les individus concernés, parfaitement évidentes. Louis, jeune garçon homosexuel de 21 ans, revient sur les insultes qu'il peut parfois entendre lorsqu'il marche dans la rue :

« Quand j'entends "sale pédé", je ne sais jamais si c'est vraiment moi qu'on vise, ni même d'ailleurs si on vise quelqu'un réellement. Mais je ne sais pas, c'est plus fort que moi, je me dis que c'est dans ma direction qu'elle vient cette insulte ».

Dès lors, la question de la peur dans l'espace public n'est peut-être pas le bon prisme pour comprendre les subjectivités et les stratégies LGBT dans la ville. Il semble ainsi plus approprié d'étudier la gestion des risques par les personnes concernées tant il apparaît que le risque homophobe apparaisse tôt, et fréquemment, dans les témoignages. Mais les stratégies de déplacements LGBT ne se limitent pas aux espaces évités : la question du corps LGBT doit être ici interrogée. Comme l'ont montrés les travaux sur les démonstrations affectives dans l'espace public (Blidon, 2008), des micro-modifications sont à l'œuvre. Mettre les mains dans les poches, masculiniser sa démarche, se couvrir la tête d'une capuche, sortir à plusieurs ou faire semblant de téléphoner sont autant de camouflages qu'il existe d'écueils vécus ou pressentis.

« Je sais bien que lorsque je croise des terrasses remplies de garçons de change de démarche. Je ne sais pas, c'est presque instinctif en fait. Je joue le mec. Surtout quand je suis seul. Ça se joue sur des choses comme écartier plus les jambes, presser le pas, regarder par terre... »
(Antoine, 29ans).

C. Spécificités L / G / B / T / I

Les chiffres précités subsument souvent les différences entre les gays, les lesbiennes, les personnes bisexuelles ou trans. Deux raisons principales peuvent être évoquées pour expliquer ces limites en termes de chiffres. La première : la rareté des enquêtes sur ces questions, ce qui nécessite parfois de passer par d'autres études (harcèlement de rue, discriminations en général) pour mesurer les homophobies dans leur ensemble. La seconde, l'émiettement des réponses qui ne permettent pas, sans regroupement sous le qualificatif LGBT, de réaliser une mesure statistiquement significative. C'est alors la question du sens qui se pose. Très souvent, on a résumé les problématiques d'homophobie aux gays. Pourtant, à partir des enquêtes réalisées, et par extractions de chiffres spécifiques ou par traitement du verbatim, nous parvenons à décoller quelques spécificités gays, trans et lesbiennes de la moyenne des résultats.

La dimension anxiogène de la rue, non sans lien avec l'emprise qu'exerce sur elle une masculinité hégémonique (Dupond et Prieur, 2012), fait de l'expérience quotidienne des LGBT dans la ville, une expérience sous tension, où entrent en conflit le corps et l'espace, non seulement dans ce que l'on rend visible (entre « ce qu'il faut montrer » et « ce qu'il faut cacher ») mais également dans ce qui échappe au contrôle et que le flux des interactions vient rendre proprement incertain.

C'est en citant Louis Ferdinand Céline et son *Voyage au bout de la nuit* (1932) que s'exprime peut-être le plus violemment ce rapport potentiellement hostile au dehors : « sortir dans la rue, ce petit suicide ». De ce point de vue il convient de noter que dans le premier volet de notre enquête en 2014, 72 % des homosexuel.le.s témoignaient avoir évité des espaces publics l'année précédente. Ce chiffre est très légèrement supérieur au pourcentage des femmes qui disaient avoir évité certains espaces publics, quartiers, rues, de peur d'une parole ou d'un geste discriminatoire. Le contrôle sur le corps, sur la gestuelle, est tel un placard qui sans cesse menace de sa fermeture potentielle. Comme nous l'avons vu, la géographie des corps décrit des usages des lieux, des stratégies et des émotions caractéristiques à de nombreuses personnes LGBT.

Toutefois, deux éléments saillants apparaissent concernant les gays : la violence physique, relatée dans les témoignages, et le poids de normes de genre sur le corps des personnes stigmatisables (du côté du féminin notamment). Les micro-violences décrites précédemment (regards, gestes perceptibles, ricanements) se couplent d'autres violences, plus physiques. Sans présumer de l'impact de celles-ci sur les personnes concernées, le verbatim de nos enquêtes montre clairement que le vocabulaire de la discrimination n'est pas le même en fonction des domaines étudiés. L'espace public (transports, rue...) est particulièrement marqué par des actes physiques de l'ordre des contacts, des coups. Le tableau ci-dessous restitue les champs lexicaux qui apparaissent proportionnellement le plus pour chaque espace :

Tableau 6 : Analyse lexicale par espace de discrimination

RELATIONS PROFESSIONNELLES	Demande d'hétérosexualisation / Outing
RELATIONS DE VOISINAGE	Moqueries / Tags
ESPACES PUBLICS ET TRANSPORTS	Insultes / Coups
COMMERCES ET DISCOTHEQUES	Refus d'accès / Refus de service

Source : Arnaud Alessandrin, *Les bordelais.es face aux discriminations*, Mairie de Bordeaux, 2015. N= 831. Strate « LGBT » : n=167.

Les témoignages relatent, pour une part non négligeable, le poids des normes de genre dans le passage à l'acte discriminatoire et le harcèlement. « *Si j'étais moins efféminé peut-être que ça se passerait autrement* » / « *Mon mari il ne lui arrive jamais rien, mais pour les gens c'est lui « l'homme » du couple. C'est ce qu'on a entendu récemment dans la rue, un groupe de jeune qui nous ont dit que chez nous, on savait qui faisait l'homme et qui faisait la femme* ». Cette imposition en termes de normes et de polices de genre se retrouve aussi chez les lesbiennes même si les récits e violences physiques sont moins nombreux : « *on a déjà été poursuivis par des mecs dans la rue* » / « *je me suis fait casser la gueule le mois dernier en sortant de chez moi* » / « *dans le bus, une femme nous a craché dessus avec mon copain* ».

Du côté des lesbiennes, la géographie ne s'est que tardivement penchée sur leurs occupations de lieux, sur leurs déplacements ou leurs espaces de loisirs. C'est notamment ce que montrent Anne Clerval, Pauline Bruner, RacheleBorghi ou Melissa Corlouer (2013) et plus récemment Natacha Chetcuti et Sarah Jean-Jacques (2019) en ce qui concerne les conséquences en matière d'expérience urbaine des lesbiennes. A l'international, la géographie lesbienne est bien mieux documentée et bénéficie de nombreux articles et ouvrages sur la question (Browne et Ferreira, 2015). Chez les lesbiennes, tout autant que chez les gays, le facteur âge est prédominant. Les jeunes lesbiennes sont particulièrement touchées, dans l'espace public, par des commentaires non désirés et des insultes. Mais contrairement aux gays qui témoignent très fréquemment de réflexions sur leur orientation sexuelle, les jeunes filles lesbiennes restituent principalement deux types de remarques : des remarques sexistes et des remarques sur leur apparence.

Si les remarques sexistes sont très proches, du point de vue de leurs expressions, de celles subies par les femmes hétérosexuelles, elles s'en différencient lorsque les femmes lesbiennes rendent visible leur orientation sexuelle. Dès lors, l'homophobie peut prendre le pas sur les réflexions et actes sexistes pour marquer l'opprobre : « *Nous les lesbiennes on connaît bien le regard des mecs. Des fois on dirait qu'ils vont nous casser la gueule et d'autres fois qu'ils sont hyper excités.* » (Fleur, 23 ans, étudiante). Quant aux remarques liées à l'apparence physique, elles peuvent se recouper en deux grandes réalités. La première est liée à la transgression des normes de genre. La police de genre souligne combien les filles et femmes contrôlent leur corps et leur tenue par peur et aussi par incorporation. « *Quand t'es trop féminine tu te fais accoster et quand t'es trop masculine tu te fais insulter. Tu choisis.* » (Delphine, 28ans).

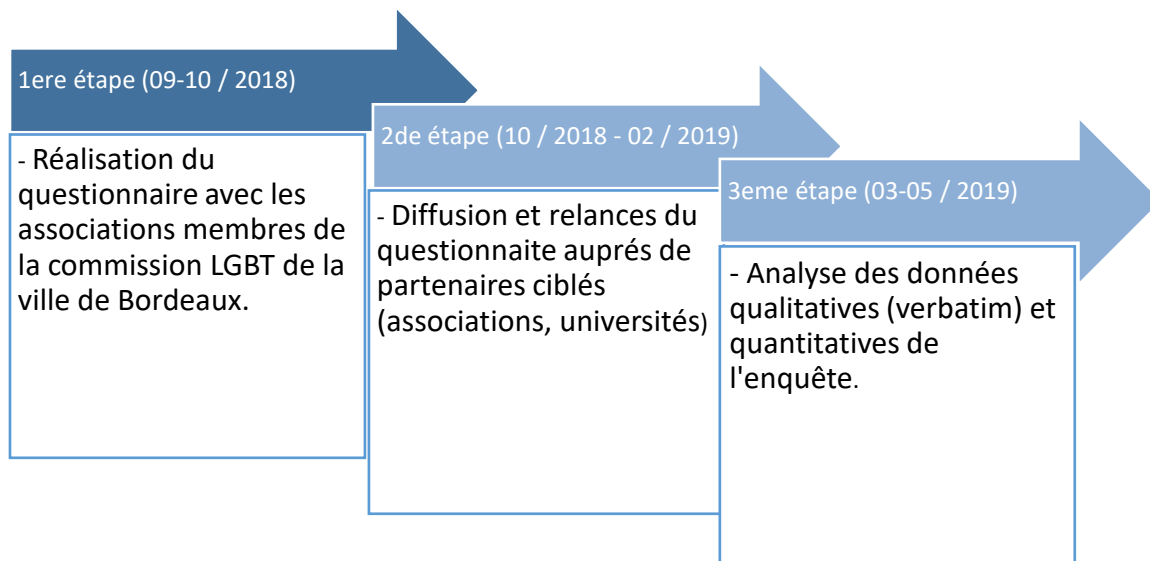
La seconde traduction en termes d'apparence révèle que l'imbrication des questions de poids et des questions de genre stigmatise certaines lesbiennes : « *tu te rends vite compte que grosse et gouine ça doit venir ensemble dans la bouche des gens* » (Gaelle, 20ans). Rares sont cependant les personnes en surpoids à se plaindre directement dans nos enquêtes ; ce sont généralement les tiers présents qui relatent les incidents : « *Une femme s'est faite insulter sur son apparence alors que le tram était plein. J'étais à un wagon d'écart et personne n'a rien fait. Alors je me suis déplacé pour aller voir l'homme et lui dire qu'il n'avait pas à parler comme cela* ». Mais surtout, la police de genre et les questions de poids se rejoignent également en ce sens qu'elles marquent, sur le corps féminin, un stigmate du côté du désirable, de l'attirance, de la mode et de la disponibilité pour les hommes.

Enfin, quelques personnes trans ont répondu à nos différentes enquêtes et toutes soulignent combien l'espace public peut ne pas être un espace sécurisé lorsqu'on ne respecte les codes des normes de genre. Mais c'est l'enquête menée par Arnaud Alessandrin et Karine Espineira (2015) qui montre le mieux le rapport difficile qu'entretiennent les personnes trans à l'espace public. Dans cette enquête, réalisée par questionnaire en 2014 sur 318 personnes, 85 % des répondant.e.s disent avoir subi un acte transphobe durant les douze derniers mois. Pour plus de 37 % d'entre eux, cet acte s'est reproduit plus de cinq fois. Pour plus de la moitié des enquêté.e.s (58 %), un état civil non conforme au genre d'apparence est la première cause de discrimination. A égalité, c'est la question du « passing » (le fait de passer vers et aussi de passer pour son genre d'appartenance) qui est soulevée avec les difficultés relatives à ne pas apparaître comme transgressifs du point de vue du genre.

Si l'on se penche sur les formes de la transphobie, on observe que les insultes et les discriminations reviennent dans 60 % des cas. La rue est pointée du doigt dans plus de 50 % des cas. Dans ce contexte, la transphobie aussi est un fait de l'espace public. La rue ou l'espace public, sont majoritairement pointés du doigt par les MtF (les femmes trans) pour plus des 2/3 des réponses concernant l'espace public. Cela nous interroge quant à l'aspect cissexiste (qui associe spontanément le genre apparent de la personne avec son sexe de naissance) des interactions dans l'espace public, qui viendrait expliquer non seulement les actes et propos transphobes mais également certains comportements subis par les gays et les lesbiennes ne respectant pas les normes de genre. A l'inverse, ce sont plutôt les FtM (les hommes trans) qui ont mis en avant les violences physiques dans l'espace public pour près de 60% des répondants (Alessandrin, 2016). Si la géographie des transidentités mérite mieux que ces bribes d'information (Alessandrin, 2016b), ces dernières soulignent une nouvelle fois l'épreuve de l'interaction publique pour les personnes qui ne transgressent, ne serait-ce qu'en partie, les attentes de genre. Si la recherche internationale offre quelques enquêtes sur l'expérience urbaines des personnes trans (Brown, 2010 ; Doan, 2012 ; 2010), nous restons aujourd'hui en attente des premières thèses en cours sur cette même question (Bonté, 2018) en contexte français.

D. « Ville et LGBTI-Phobie » : une nouvelle enquête – une même méthode

En 2018-2019, ARESVI, l'Observatoire Bordelais de l'égalité et la Mairie de Bordeaux ont déployé une enquête spécifique autour des LGBTI-phobies afin de poursuivre ces analyses en les spécifiant plus encore du côté des populations LGBTI. La méthodologie fut la même que les enquêtes précitées, à la fois qualitative et quantitative, même si, pour cette enquête, la dimension quantitative fut largement privilégiée. Résumons-la ainsi.



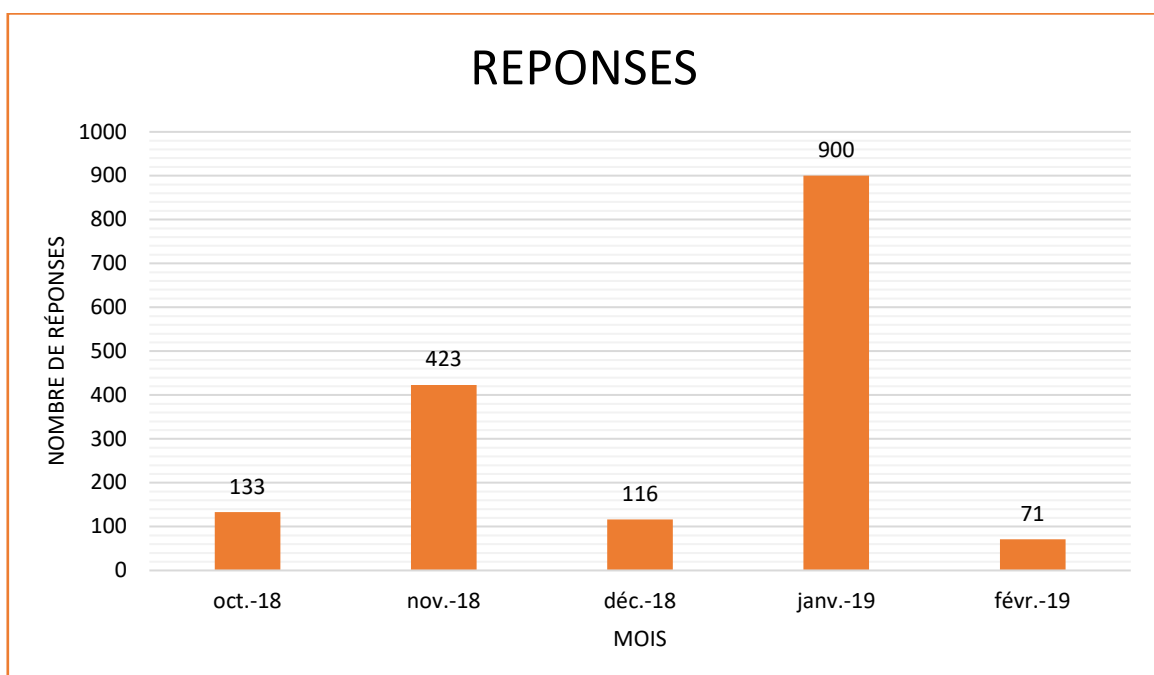
Le questionnaire (en annexe) se compose de quatre grandes thématiques :

- 1- L'espace public
- 2- Le travail
- 3- Les services privés
- 4- Les services publics

Ce faisant il épouse les contours des questionnaires précédents dans sa forme, à savoir les enquêtes « Les bordelais.es face aux discriminations » (2015) et « Femmes et déplacements » (2016). Une comparaison est donc envisagée entre ces différentes enquêtes et leurs résultats respectifs.

1643
REPONSES

Au total ce sont 1.643 réponses qui ont été récoltées. Toutes ne sont pas prises en compte dans le présent rapport car le questionnaire a été nettoyé de réponses vides ou de « spams ». Ce chiffre, relativement important, est d'autant plus significatif que l'enquête se déroule dans un contexte de violences homophobes et transphobes dans l'espace public, rendant ces données particulièrement novatrices. Toutefois, la récolte des données s'est faite progressivement et la relance par l'université de Bordeaux a particulièrement bien porté ses fruits. Voici, sous forme de schéma, la dispersion des réponses à travers les quelques mois de mise en ligne du questionnaire.

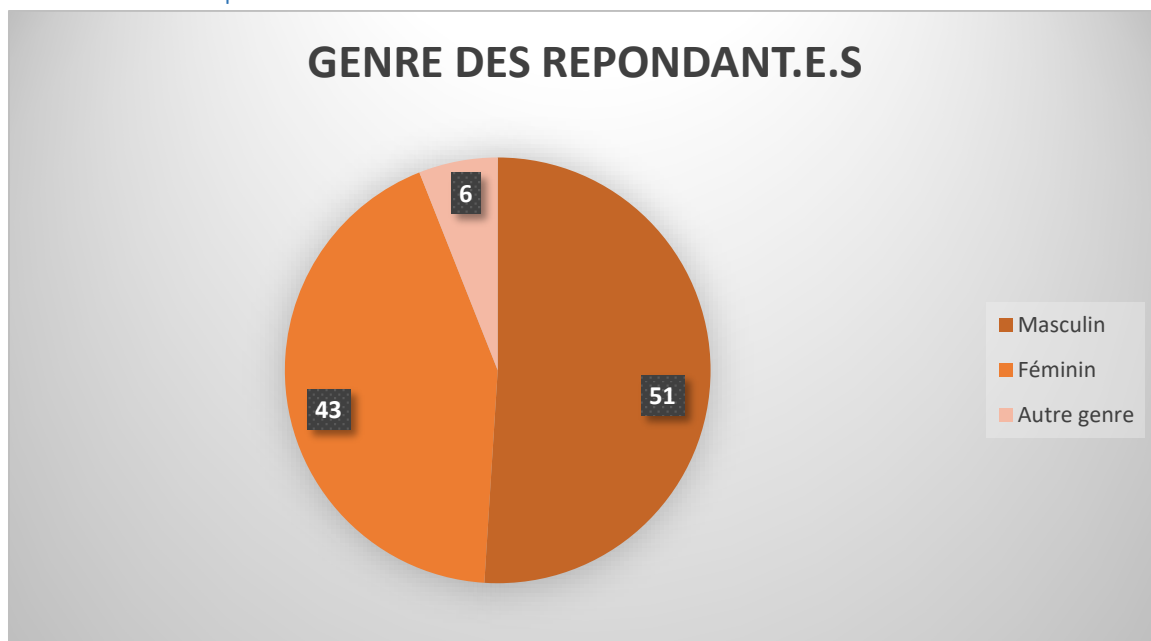


POINT DE METHODE : Pourquoi toutes les victimes « hommes » ne sont pas des « gays » et pourquoi toutes les victimes « femmes » ne sont pas des « lesbiennes » ?

Dans les tableaux qui suivent, nous ne présentons pas de répartition « sexuée » des réponses. Epouser ces contours reviendrait, dans de nombreux cas à ne pas prendre en considération les personnes trans et intersexes qui se déclarent comme « femmes » et qui, au cours du questionnaire disent avoir été victime de « transphobie ». C'est donc cette dernière catégorie qui nous intéressera. Nous comparerons donc les différents phénomènes de violences et de discriminations subis par les LGBTI en entrant par les motifs de discriminations auto-déclarés par les répondant.e.s. Apparaîtront donc « victimes de gayphobie », « victime de lesbophobie » et « victimes de transphobie » dans de nombreux tableaux. Pour autant, là encore, une personne « gay » ou « lesbienne » peut aussi être une personne « trans ». Afin de rendre lisible les résultats, nous ne subdiviserons pas les « identités de genre » en « identités et orientations sexuelles » et inversement.

1. QUI SONT LES REpondant.E.S ?

A. Genre des répondant.e.s



A l'issue de la diffusion du questionnaire, la répartition sexuée des répondantes tend à s'équilibrer : 51% des répondants sont des hommes ou s'identifient au masculin, 43% des femmes ou s'identifient au féminin et 6% ne s'identifient pas à ces deux genres. Toutefois, elle n'épouse pas les *ex-ratio* de la ville de Bordeaux (tableau ci-après).

Vous êtes (sur l'ensemble de la population bordelaise)		
	Réponses	
Une femme	53%	132 309
Un homme	47 %	117 403
		249 712

Sources : Insee, RP2015 (géographie au 01/01/2017)

Toutefois cette répartition s'est bien transformée avec l'arrivée, parmi les répondant.e.s, des étudiant.e.s en Janvier 2019, qui sont les réponses émanant davantage d'étudiantes (au détriment des personnes trans ou intersexes qui, massivement, ne s'identifient pas à l'un des deux genres).

Vous êtes (résultats en décembre 2018):		
	Réponses	
Une femme	34,83%**	171
Un homme	56,82%	279
Autre (veuillez préciser)	10,18%	50*
		491

* Des personnes trans ou intersexes s'identifient aussi comme hommes ou femmes.

B. Catégories socio-professionnelles des répondant.e.s

Quelle est votre profession ?

	Moyenne (1042)	
Agriculteur.trice	0.19%	2
Comerçant.e/Artisan.te	3.17%	33
Cadre	9.40%	98
Prof Intermédiaire	7.58%	79
Prof intellectuelle supérieur	15.45%	161
Ouvrier.e	0.58%	6
Employé.e	18.04%	188
Sans profession (étudiant.e.s – retraité.e.s...)	46.35%	483

Quand on s'intéresse à la CSP des répondant.e.s, une déformation apparaît par rapport à la composition sociodémographique des habitant.e.s de la ville de Bordeaux. Le mode de passation, comme pour nos précédentes enquêtes, explique ce différentiel (transmission numérique et associative notamment). Néanmoins, la répartition, si elle n'épouse pas complètement le profil des bordelais.e.s, ne s'en éloigne pas non plus considérablement.

Quelle est votre profession ?*		
Agriculteurs / trice	0,1%	161
Commerçant.e / Artisan.te	3,7%	7 971
Profession Intermédiaires (travail social, infirmier.e.s...)	16,1%	34 770
Profession intellectuelle supérieur + Cadre	16,0%	34 427
Ouvrier.e	7,3%	15 653
Employé.e	14,5%	31 338
Sans profession	24,8%	53 423
(Retraités)	17,6%	37 968
		215 711

C. L'âge des répondant.e.s

Question 41 : Quel est votre âge ?

Q41	Moyenne (1086)	
Moins de 18 ans	36	3.31%*
19 – 25 ans	640	58.93%
26 – 49 ans	346	31.86%

50 – 65 ans	55	5.06%
Plus de 65 ans	9	0.83 %

* Les relais Education Nationale n'ont pas été sollicités (canal associatif)

Comme pour l'ensemble de nos recherches, la question de l'âge souligne un angle mort important : celui des plus de 65 ans (tout comme celui des moins de 18 ans, mais pour cette recherche les relais de l'éducation nationale n'ont pas été sollicités). Au total, il convient de prendre en considération cet angle mort qui n'est pas le nouveau dans les recherches en LGBT-Studies, le *vieillir LGBT* étant toujours une question non réellement questionnée (Alessandrin Dagorn, Meidani, Richard et Toulze, 2019). Ultérieurement dans le rapport, l'analyse en termes d'âge ne portera donc que sur les étudiant.e.s.

	2015	
0 à 14 ans	13,6 (%)	n = 33 987
15 à 29 ans	31,2	n = 77 869
30 à 44 ans	20,9	n = 52 101
45 à 59 ans	15,9	n = 39 603
60 à 74 ans	11,1	n = 27657
75 ans ou +	7,4	n = 18 495
		N = 249 712

2. LGBT-PHOBIES ET ESPACE PUBLIC

Adoptant le plan du questionnaire, nous consacrons cette première partie aux agressions verbales, physiques, sexuelles vécues par les personnes LGBT. Nous conservons les réponses relatives aux doubles discriminations (racistes, sexistes, handiphobes) pour la suite du rapport. Nous ne conservons enfin pour cette partie que les réponses relatives à l'espace public (certaines personnes n'ayant répondu que pour les questions relatives au travail ou aux services privés ou publics). Au total l'effectif des réponses est moindre que les 1.643 réponses enregistrées, pour dépasser les 600 répondant.e.s autour de ces thèmes: espaces publics, transports, déplacements.

Au total, comment les personnes LGBT appréhendent-ils/elles la ville. Deux questions leur ont été posées : le ressenti dans l'espace public et une notation de la ville (de 1 à 10). On observera que, comme pour l'ensemble des réponses que nous analyserons, les personnes victimes de transphobie (c'est-à-dire des personnes trans, queer, intersexes ou non-binaires) sont celles qui subissent le plus des situations de survictimation en répondant à de multiples réponses à la fois. Une différence nette apparaît entre les « gays » et les « lesbiennes ». Un effet « sexe » se dessine ici : si l'homophobie est indubitablement présente, elle ne semble pas s'imposer de la même façon dans les subjectivités gays et lesbiennes comme le montrent les deux tableaux ci-dessous.

Tout d'abord, regardons ce que vivent les personnes qui ont subi des agressions, peu importe le type d'agression subie : sont-elles plutôt sereines ou inquiètes dans leurs déplacements ?

En général, durant vos déplacements en ville, vous vous sentez (plusieurs réponses possibles) :

	Victimes de Gayphobie (319)		Victimes de Transphobie (88)		Victimes de Lesbophobie (212)	
Serein.e	54.55%	174	18.18%	16	47.64%	101
Stressé.e	23.82%	76	55.68%	49	34.43%	73
Inquiet.e	22.88%	73	45.45%	40	24.06%	51
Rassuré.e	5.96%	19	4.55%	4	3.30%	7

En moyenne, si l'on compile l'ensemble des réponses, le taux de personnes LGBT « sereines » et « rassurées » augmente considérablement : 68% des répondant.e.s se disent « serein.e.s » et « rassuré.e.s » contre 32% qui se disent « inquiet.e.s ». Mais à quoi est due cette différence : l'effet « sexe » est majeur pour expliquer ce différentiel de ressenti entre les femmes, les hommes et les personnes trans, intersexes, queer ou non binaires ayant répondu (tableau ci-dessous) :

	Serein.e.s et rassuré.e.s	Inquiet.e.s et stressé.e.s
Hommes	77%	23%
Femmes	57%	43%
Autres genres	31%	69%

Nous avons aussi demandé aux répondant.e.s de « noter » l’ambiance urbaine, de 1 à 10, voici les réponses moyennes, réparties par sexe, puis avec un focus sur les victimes de discriminations (celles chez qui, nous le savons, le climat urbain est très affaibli par les agressions elles-mêmes⁴). Pour mémoire, dans nos enquêtes « femmes et déplacements » la moyenne des notes, pour Bordeaux, était de 6/10 (ce qui permet de comparer les effets « sexe » et « sexualité » dans ces notations).

Sur une échelle de 1 à 10, comment vous sentez vous en ville ? (par sexe des répondant.e.s)

	Hommes (513)	Autres genres (67)	Femmes (407)
Moyenne	6.8	5.8	6,0

Sur une échelle de 1 à 10, comment vous sentez vous en ville ? (par type d’agression)

	Victimes de Gayphobie (320)	Victimes de Transphobie (89)	Victimes de Lesbophobie (214)
Moyenne	6,2	4,2	5.9

⁴ Voir à cet égard nos précédentes recherches « Femmes et déplacements » (Bordeaux, 2015 ; Limoges 2016 ; Angoulême, 2017 ; Poitiers 2018).

A. LES FAITS : agressions, fréquence, lieux et temporalités.

Qu'ont vécues les personnes ayant répondu à notre enquête ? Pour 83% d'entre elles, un évènement LGBTI-phobe s'est déroulé au cours des 12 derniers mois ! (Chiffre similaire à notre enquête sur les femmes et leurs déplacements). Le tableau ci-après précise le type d'agression vécue.



Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi (1.628 réponses) :

Des regards insistants et menaçants	30%
Une présence inquiétante	12%
Des commentaires non désirés, des injures...	29%
Des menaces physiques	04%
Des agressions, des coups...	04%
De l'exhibitionnisme	03%
Des viols ou tentatives de viols	01%
Je n'ai rien subi	17%

Focus sur les témoignages de viols et de tentatives de viols.

Ces témoignages sont nombreux dans l'enquête. On compte 33 personnes ayant témoigné. Pour certaines, les réponses tendent à faire penser que plusieurs viols ou tentatives de viols ont eu lieu.

Concernant les lieux, les sorties de boites, de bar (dans une temporalité nocturne) sont prépondérants, ainsi que la rue. Viennent ensuite les transports publics (tramways et bus). Les témoignages du verbatim ne donnent cependant pas plus d'information concernant des lieux plus précis. Nous avons toutefois quelques indices, mais qui épousent les réponses générales, en ce qui concerne « la gare », « saint Michel » et « la victoire », bref des lieux fréquentés la nuit (71% des réponses si on inclut le début de soirée).

Deux témoignages renvoient cependant plus spécifiquement à l'arrêt « arts et métiers » au niveau de l'université. La boîte de nuit « la plage » est également stipulée.

Si l'on regarde de plus près, 9 cas concernent des personnes trans ou queer ayant coché la case « autre genre », 17 des femmes et 7 des hommes.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi... (Plusieurs réponses possibles)

	Victimes de Gayphobie (319)	Victimes de Transphobie (88)	Victimes de Lesbophobie (214)	Moyenne
Des regards insistants et menaçants	72.10%	71.59%	82.24%	50,4%
Une présence inquiétante	17.55%	36.36%	31.78%	20,4%
Des commentaires non désirés, des injures...	71.16%	82.95%	76.17%	50,1%
Des menaces physiques	12.85%	30.68%	9.81%	07,2%
Des agressions, des coups...	8.46%	18.18%	6.07%	04,9%
De l'exhibitionnisme	2.82%	11.36%	9.35%	04,6%
Des viols ou tentatives de viols	2.19%	7.95%	6.54%	02,0%

Quand on observe avec plus de précision les « faits » relevés par les victimes nous observons trois choses :

1- les personnes trans, queer ou non-binaires sont celles qui déclarent le plus de faits et de faits cumulés. Peu importe les items, ce sont les plus survictimisées.

2- les « gays » et les « lesbiennes », ou les personnes s'identifiant comme tels, ne vivent pas totalement la même chose. L'effet « homophobie » n'annule donc pas l'effet « sexe »

3- Si les gays sont plus soumis aux agressions et aux menaces, les lesbiennes sont bien plus victimes d'exhibition, de viols ou de tentatives de viol.

La plupart du temps ces évènements se sont déroulés (Plusieurs réponses possibles)

	Moyenne (1307)	Victimes de Gayphobie (320)	Victimes de Transphobie (89)	Victimes de Lesbophobie (214)
Dans la rue	81.33%	85.94%	82%	86.45%
Dans un bus	18.82%	17.19%	41.57%	21.96%
Dans un tramway	41.39%	39.06%	65.17%	48.13%
Dans votre voisinage	8.72%	9.69%	20.22%	12.62%
En sortant d'un commerce, un bar, une boite...	30.83%	35.31%	37.08%	35.98%
Dans un espace de loisir	5.66%	10%	13.48%	6.07%
Autre	10.18%	8.44%	13.48%	12.62%

Plusieurs points doivent être soulignés :

1- La rue, les transports et les espaces de loisirs sont les premiers théâtres des discriminations LGBTI-phobes comme le laissaient à penser les enquêtes qui ont précédé celles-ci (Dagorn et Alessandrin, 2016)

2- De manière non négligeable les répondant.e.s (entre 10 et 20%) pointent du doigt leur voisinage, avec quelques spécificités relatives aux lesbiennes qui notent des commentaires sur leurs enfants ou leur famille (plus que les gays).

3- Les personnes trans ou queer ou intersexes ou non binaires sont, comme toujours, les plus soumises aux discriminations, et ce quel que soit le lieu. Ce sont aussi elles qui ont un taux de multi réponses le plus élevé.

Les questions posées permettent aussi d'interroger le moment de la journée où se déroulent les faits (cf tableau infra). Avec un gros échantillon d'étudiant.e.s (notamment du côté des femmes et des lesbiennes), la question des modes de vie doit être comprise dans l'analyse. A la question « quand se sont déroulés les faits », la part de répondant.e.s énonçant la « nuit » est particulièrement importante.

Toutefois, les témoignages d'agressions (cf, liste du début) démontrent que les agressions homophobes et transphobes (peut-être encore plus pour ces dernières) se déroulent en réalité toute la journée. C'est aussi une des conclusions des enquêtes « femmes et déplacements » lorsqu'on analysait la strate « LGBT-Phobies » parmi les répondantes (cf. Introduction).

Sauriez-vous dire si les faits se sont plutôt déroulés...

	Victimes de Gayphobie (307)	Victimes de Transphobie (84)	Victimes de Lesbophobie (205)
Le matin	7%	15%	8%
En journée	34%	32%	33%
En début de soirée	33%	31%	31%
Dans la nuit	26%	22%	28%

Enfin, nous avons pu mesurer la fréquence des discriminations, des agressions et des injures subies par les personnes qui en ont été victimes. Trois points nous semblent importants de souligner face à ces données :

1- Majoritairement, cela n'arrive qu'une ou deux fois dans l'année pour les victimes de gay et lesbophobies qui notent toutes deux à 1/3 qu'elles subissent ces agressions et interpellations parfois entre 3 et 5 fois au cours des 12 derniers mois.

2- Du côté de la lesbophobie, l'accumulation sexisme + homophobie fait nettement augmenter la fréquence des évènements.

3- C'est encore une fois les personnes trans, queer, non-binaires ou intersexes qui témoignent de la fréquence la plus élevée : 17% d'entre elles subissent ces agressions plus de 10 fois dans l'année !

Combien de fois cela vous est-il arrivé en moyenne au cours des 12 derniers mois ?

Q11	Victimes de Gayphobie(300)	Victimes de Transphobie (85)	Victimes de Lesbophobie (203)
1 ou 2 fois	54.67%	21.18%	41.87%
Entre 3 à 5 fois	31%	44.71%	34.48%
Entre 5 et 10 fois	10.67%	23.53%	13.79%
Plus de 10 fois	5.67%	17.65%	12.81%

B. QUI SONT LES AUTEURS ? / QUE FONT LES TEMOINS ?

La discrimination, l'injure, le harcèlement, sont très souvent des phénomènes de triangulation entre les auteur.e.s, des victimes et des témoins. Ne pas interroger la présence de témoins et leurs actions c'est donc se couper d'une partie de l'analyse. Quand nous demandons aux répondant.e.s s'il y avait des témoins lors des discriminations vécues dans l'espace public et les transports, elles et ils répondent de la façon suivante :

Si vous vous êtes senti discriminé.e (...) des témoins étaient-ils présents ?

	Victimes de Gayphobie (308)		Victimes de Transphobie (80)		Victimes de Lesbophobie (199)	
Oui	74%	229	81%	65	72%	143
Non	26%	83	19%	15	29%	58

Entre 72% et 81% des répondant.e.s disent donc que des témoins étaient présent.e.s lors des faits. Il est donc légitime d'interroger leurs réactions. Quand on leur demande maintenant qu'est-ce qu'on fait ces témoins, leurs réponses sont les suivantes :

Si des témoins étaient présents : quelles réaction ont-ils / elles eu ?

	Victimes de Gayphobie (308)	Victimes de Transphobie (80)	Victimes de Lesbophobie (199)
Ils n'ont rien fait	75%	53%	72%
Ils m'ont porté assistance physique	2%	3%	4%
Ils sont intervenus verbalement pour m'aider	12%	6%	13%
Ils ont participé à l'évènement (rires etc...)	11%	38%	11%

Comparativement à nos enquêtes sur les « femmes et leurs déplacements » où 87 % des témoins ne faisaient rien et 7% participaient (en moyenne sur les villes étudiées), nous avons ici beaucoup moins de témoins inactifs. Mais ce n'est pas forcément pour « aider » la victime : au contraire ! Entre 11% et 38% des témoins, selon les victimes, ont participé à l'agression, c'est-à-dire sont passés du statut de témoin à celui d'auteur. Quant aux témoins qui sont intervenus, ils sont plus nombreux à l'avoir fait lorsque les victimes étaient des femmes que des hommes ou que des personnes qui s'identifient comme « trans » ou « queer » etc. C'est dire combien la transphobie ne réveille pas d'intervention des témoins, bref, d'actes citoyens.

Peut-être que la terrible agression de Julia en Avril 2019 et sa médiatisation feront évoluer les mentalités, comme nous pouvons faire l'hypothèse que les #metoo et #balancetonporc ont eu un effet sur l'action des témoins auprès des femmes ayant témoigné dans cette enquête. Enfin, notons que les témoins interviennent beaucoup plus souvent lors de violence physiques ou sexuelles (agressions physiques, viols ou tentatives).

Dans la triangulation « auteur.e.s » / « témoins » / « victimes », nous avons aussi interrogé les répondant.e.s sur le profil de auteur.e.s : voici la répartition des réponses

Quant aux auteur.e.s, étaient-ils/elles... (Plusieurs réponses possibles)

	Pourcentage / effectif	
Des conducteurs/trices	9.34%	97
Des contrôleurs/euses	5.20%	54
Des piéton.ne.s	93.74%	974
Des agents du service public	5.49%	57
Des travailleurs extérieurs	12.99%	135

Très majoritairement, puisque une grande partie des réponses renvoie aux espaces publics et aux regards et injures dans ces espaces, ce sont les piéton.ne.s qui sont dénoncés. Ce qui nous interpelle ici, et qui interpellera les politiques publiques municipales et métropolitaines, ce sont les témoignages d'injures, de commentaires non désirés, de moqueries ou de discriminations qui émanent de contrôleurs/ses, de conducteurs/trices ou d'agents du service public. Alors, les prochains chiffres sur les discriminations ressenties dans les services publics (prochaines parties) nous semblent devoir être mis en écho avec ce dernier tableau !

Nous pouvons enfin nous demander si le fait d'être victime gay lesbienne ou trans influence ces données (tableau infra). On observe alors une répartition des auteurs similaires pour les victimes de gay et de lesbo-phobie, si ce n'est que les lesbiennes vivent plus d'interpellations et agressions de la part de travailleurs extérieurs et de conducteurs/trices, ce qui est à mettre en lien avec nos enquêtes « femmes et déplacements ». Quant aux personnes « trans », « queer », « intersexes » ou « non binaires », la ventilation des réponses est plus ample, signifiant que tous les espaces sont potentiellement plus dangereux pour ces personnes.

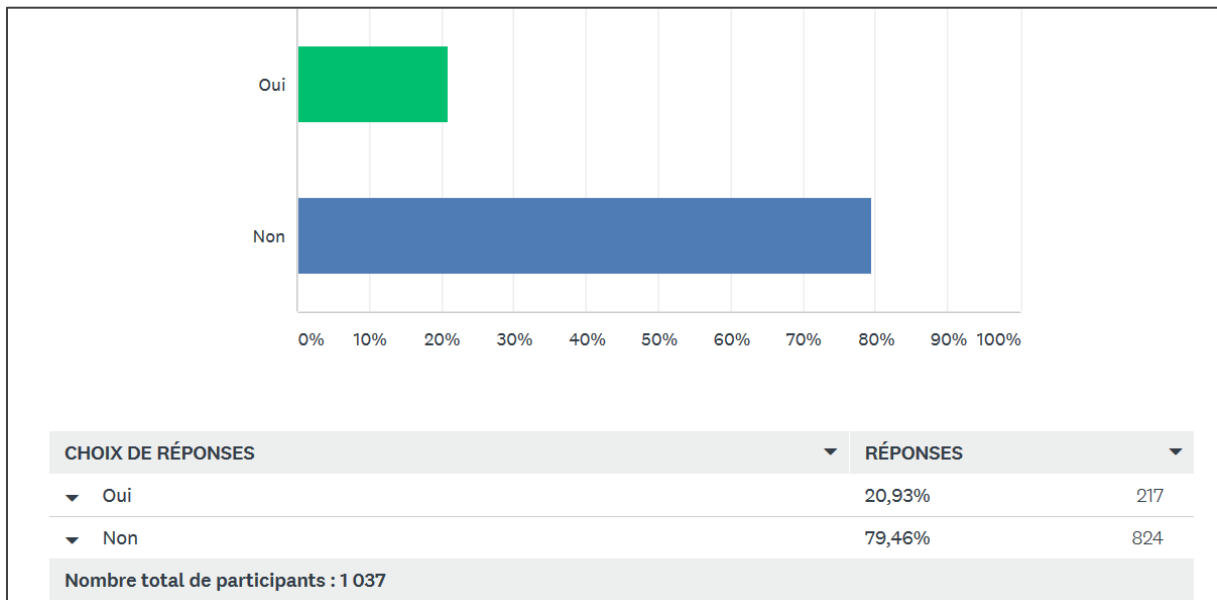
	Gayphobie (283)	Transphobie (82)	Lesbophobie (187)
Conducteurs/trices	7.2 %	11 %	8.5 %
Contrôleurs/euses	5.8 %	17.5 %	5 %
Piéton.ne.s	72 %	47 %	70 %
Agents publics	5.9 %	12.5 %	5.5 %
Travailleurs extérieurs	9.1 %	12 %	11 %

3. LGBT-PHOBIES ET TRAVAIL

Aux côtés des témoignages sur l'espace public et les transports, nous avons également recueilli des expériences LGBTIphobes dans l'espace professionnel. Cette partie est consacrée à la mesure de ces témoignages. Les recherches concernant les LGBT au travail commencent à mieux cerner ce qui relève des carrières LGBT, mais aussi des phénomènes de harcèlements au travail, ainsi que des différences vécues entre gays ou lesbiennes (Carcillo, 2018 ; Parini, 2017 ; Falcoz, 2009). A l'échelle d'une ville, quelles sont les données dont nous disposons ?

A. LES FAITS

Au cours des 12 derniers mois avez-vous subi des injures ou des discriminations au travail du fait de votre orientation sexuelle ou de votre identité de genre ?



21 % DES PERSONNES
LGBT déclarent avoir
déjà subi des injures ou
des discriminations
LGBT-phobes au travail
l'année écoulée !

Si vous avez déjà été victime de LGBTI-phobie au cours des 12 derniers mois au travail, cela s'est déroulé.... (Plusieurs réponses possibles)

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES
▼ Lors d'un entretien d'embauche	15,60% 39
▼ Lors d'une demande de stage	6,40% 16
▼ Lors d'une demande de mutation, augmentation, formation	6,00% 15
▼ Au quotidien avec les collègues	66,80% 167
▼ Au quotidien dans les relations avec les clients, fournisseurs, prestataires	26,00% 65
▼ Au quotidien avec ma hiérarchie	29,60% 74
Nombre total de participants : 250	

Le quotidien avec les collègues est ce qui est principalement souligné par les répondant.e.s, suivi des relations avec la hiérarchie et les clients. Viennent ensuite les entretiens d'embauche et les demandes de stage, de mutation, de formation etc.

TEMOIGNAGES

« Des « blagues » visant les minorités et les rires de certains collègues pour appuyer ces blagues déplacées (les collègues en question étaient toujours des hommes, les femmes au contraire faisaient savoir que ce n'était pas drôle) »

« Ma collègue parle d'une patiente et dit " en voulant me dire bonjour j'ai cru qu'elle allait m'embrasser, beurk, espèce de lesbos »

« On en reparlera quand tu arrêteras de faire l'homme m'a dit un directeur de centre de loisir pour lequel je postulais en tant qu'animateur »

« Mon patron "t'es lesbienne, c'est du gâchis pour nous, un enfant fille comme toi ça n'a pas le droit d'être lesbienne »

« Des insultes venant de clients : "vous ne devriez pas avoir le droit de vous marier" »

Une chose est claire : sur 147 témoignages laissés en ligne, les $\frac{3}{4}$ renvoient à du sexisme. Les répondant.e.s « lesbiennes » disent donc très nettement subir du sexisme en plus de la lesbophobie et / ou du sexisme en tant que lesbiennes. Cette addition des discriminations nous pousse à comparer les instants de la discrimination selon les genres (tableau ci-dessous). On notera que les personnes qui s'identifient comme « femmes » sont moins nombreuses à déclarer subir de discriminations lors de demande d'augmentation ou de mutation (la question de la demande même si pose alors). Par contre elles sont plus nombreuses à témoigner de discriminations ou injures de la part de leur hiérarchie : l'effet du sexisme s'aperçoit encore une fois dans ce différentiel de chiffres.

Discriminations au travail selon le genre des répondant.e.s (plusieurs réponses possibles)*

	Hommes (103)	Femmes (126)
Lors d'un entretien d'embauche	14%	17%
Lors d'un stage	9%	5%
Lors d'une mutation / formation / augmentation	10%	4%
Avec les collègues	64%	68%
Avec les clients	27%	25%
Avec la hiérarchie	25%	30%

* Trop peu de témoignages nous permettent de donner des éléments sur les transphobies au travail. Cependant sur les 33 témoignages recueillis, la moitié portent sur des discriminations liées aux clients et à la hiérarchie.

On remarque également la dimension cumulative du sexisme et de la lesbophobie dans les « motifs » de discrimination déclarés par les répondant.e.s : les deux items cumulés placent la discrimination subie par les femmes dans le monde du travail parmi les phénomènes explicatifs majeurs de ces tendances. Du côté des gays, la question de la virilité revient fréquemment (Falcoz, 2004 ; 2009) : un manque de virilité critiqué par les collègues, la hiérarchie ou bien encore la connivence masculine (aux blagues sexistes par exemple) sont souvent évoqués dans le verbatim.

Selon vous, il s'agissait plutôt....

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
▼ De sexisme	39,21%	109
▼ De gayphobie	36,69%	102
▼ De transphobie	16,91%	47
▼ De lesbophobie	23,02%	64
▼ De racisme	7,91%	22
▼ D'handiphobie	7,55%	21
▼ Autre (veuillez préciser)	Réponses 12,23%	34
Nombre total de participants : 278		

Nous reviendrons ultérieurement sur les discriminations croisées (racisme, handiphobie...) qui sont également bien présentes dans les témoignages.

Quelles formes prennent ces discriminations ? (plusieurs réponses possibles)

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
▼ Des regards insistants / menaçants	33,70%	
▼ Des présences inquiétantes	12,09%	
▼ Des commentaires non désirés / des injures	81,32%	
▼ Des menaces physiques	4,76%	
▼ Des agressions / des coups	2,56%	
▼ Des viols ou tentatives de viols	2,56%	
▼ De l'exhibitionnisme	0,37%	
▼ Autre (veuillez préciser)	Réponses 15,02%	
Nombre total de participants : 273		

Les injures et discriminations subies restent, comme nous le stipulions en introduction, de l'ordre de l'impalpable parfois : des regards, des présences. Pourtant, très nettement, ce sont des choses beaucoup plus concrètes qui viennent en tête des réponses : des injures. Viennent ensuite les regards et les présences inquiétantes, bien devant les menaces, agressions et tentatives de viol. Comparons une nouvelle fois ces phénomènes entre les victimes de gay / lesbo et transphobie (tableau ci-dessous) : sans surprise, les victimes de lesbo / trans phobies subissent plus de regards insistants et de commentaires non désirés. Quant aux gays, ils subissent plus d'agressions et de menaces physiques. Le différentiel observé dans l'espace public semble ici se reproduire.

Discriminations vécues en fonction du profil des victimes

	Gayphobie (102)	Transphobie (47)	Lesbophobie (63)
Des regards insistants et menaçants	26.26%	40.43%	38.10%
Une présence inquiétante	8.08%	10.64%	11.11%
Des commentaires non désirés, des injures...	85.86%	93.62%	92.06%
Des menaces physiques	6.06%	6.38%	4.76%
Des agressions, des coups..	2.02%	2.13%	0%
Autre	9.09%	8.51%	14.29%

C. ET LES TEMOINS ?

Enfin, comme pour les autres thèmes abordés dans cette recherche nous avons cherché à savoir ce qu'avaient fait les témoins, ou ce qu'ils n'avaient pas fait. En moyenne, pour toutes les personnes LGBTI ayant répondu, 70% des témoins ne font rien, 23% interviennent physiquement ou verbalement et 20% participent à l'évènement (plusieurs réponses possibles).

S'il y a avait des témoins, qu'ont-ils / elles fait ?

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
▼ Ils n'ont eu aucune réaction	69,39%	170
▼ Ils sont intervenus verbalement	19,59%	48
▼ Ils sont intervenus physiquement	3,27%	8
▼ Ils ont pris part aux injures ou à la discrimination	20,00%	49
Nombre total de participants : 245		

Quand nous spécifions cela aux personnes qui disent avoir vécu des LGBT-phobies, c'est-à-dire en excluant le sexisme, le racisme ou l'handiphobie, les chiffres varient peu. Nous constatons toutefois que pour les personnes trans, intersexes ou queer, les réponses ont une influence sur la moyenne puisque les aides des témoins s'effondrent (10%) et leur participation monte en flèche (35%).

Si, lors de l'évènement, des témoins étaient présents, quelle a été leur réaction ?

	Victimes de Gayphobie (88)	Victimes de Transphobie (42)	Victimes de Lesbophobie (60)
Aucune réaction	70 %	55 %	70 %
Intervention verbale ou verbale	19 %	10 %	19 %
Ils ont pris part aux faits	11 %	35 %	11 %

Encore une fois, une attention particulière doit être portée aux victimes de transphobie. Dans les précédentes enquêtes sur la question (Alessandrin et Espineira, 2015), le rôle des témoins n'avait pas été interrogé. Toutefois, les violences et l'isolement des victimes étaient bel et bien présents. Peut-être faudrait-il pouvoir distinguer ce que vivent les femmes et les hommes trans, ou celles et ceux perçus comme tels, mais nos résultats ne nous permettent pas de contribuer à cette analyse.

4. LGBT-PHOBIES ET SERVICES PRIVÉS / PUBLICS

Les enquêtes mobilisées dans ce rapport ne nous permettent pas d'éclairer l'ensemble des relations qui se tissent dans l'usage de la ville par les personnes LGBTIQ, notamment dans la complexité des contextes, des lieux, des services et des temporalités. Nous apporterons donc dans cette partie une attention particulière aux expériences urbaines relatives aux questions d'ambiance urbaine (de ressentis, d'expériences de la discrimination ou de l'injure, ...) dans l'usage de la ville. Nous traiterons plus de la ville au sens de l'espace public, ni même de la ville au sens des déplacements (Dagorn et Alessandrin, 2018), mais nous focaliserons notre attention sur les services publics qui peuvent être le théâtre d'un traitement différencié en direction des personnes LGBTIQ. Contrairement à d'autres études qui portent sur les salarié.e.s de la fonction publique (Scaillerez, 2013), nous tenterons de montrer, du côté des usager.e.s, qu'un « climat » spécifique aux personnes LGBTIQ nous renseigne sur l'accès aux services publics par les minorités. Nous démontrerons également que le couple « services publics » « populations LGBTIQ » peut-être documenté par une sociologie quantitative et par une sociologie de l'expérience cumulées, dans un contexte marqué par l'absence, sinon associative, de données chiffrées sur cette question. Il s'agira enfin pour nous de stipuler ce qui relève de l'effet « genre » et de l'effet « sexualité » dans les données et tendances que nous exposerons, en comparant les expériences des lesbiennes, des gays et des personnes trans et intersexes séparément, afin de répondre à cette interrogation : quelles expériences discriminatoires marquent l'usage de la ville par les LGBTIQ, et plus précisément l'usage des services publics ?

Les salarié.e.s des services publics sont, comme tous les salarié.e.s, soumis.e.s au principe de non-discrimination. Comme le stipule le statut général de la fonction publique : « Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation ou identité sexuelle, de leur âge, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou une race »⁵. Il en va de même pour les publics. L'interdiction de discriminer étant aussi nette entre collègue qu'envers les bénéficiaires du service public. Elargi à d'autres critères comme celui de l'orientation sexuelle réelle ou supposée ou bien de l'identité de genre, ce principe général régit la relation des professionnel.le.s publics aux autres salarié.e.s comme aux usager.e.s. Toutefois, la neutralité des services est parfois mise à mal par un ensemble de préjugés, de stéréotypes, de discriminations (volontaires ou involontaires) qui parsème l'expérience des services publics par les LGBTIQ de craintes, de menaces, de sanctions et d'inégalités de traitement.

Ce chapitre ajoutera à l'analyse une comparaison avec les services privés, également interrogés dans l'enquête.

⁵ Article 6 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires modifié par la loi du 6 août 2012

A. LES FAITS

Nous avons donc posé une série de questions dans notre enquête afin de percevoir l'expérience discriminatoire dans les services publics (et privés, distinctement), mais aussi de situer, parmi ces services, lesquels étaient vécus comme plus discriminatoires que d'autres par les personnes concernées. Santé, polices, espaces de loisirs, écoles et universités Tous ces espaces et services ont été mesurés, même s'il n'appartient pas forcément au périmètre de l'action municipale d'agir en ces domaines. On obtient qu'au cours des 12 derniers mois, en moyenne, 19% des personnes LGBTI se sont sentis discriminé.e.s dans les services publics. Pour le dire autrement, en moyenne, près d'une personne LGBTIQ sur cinq ont été et/ou ont eu le sentiment d'avoir été discriminées au cours de l'année écoulée dans les services publics (on retrouve les mêmes chiffres du côté des services privés).



Quand on compare les réponses « femmes » et « hommes » on remarque quelques différences. Tout d'abord, les « hommes », c'est-à-dire ceux qui s'identifient comme « homme » (qu'ils soient gays, trans ou d'un autre genre) sont plus nombreux à se déclarer victimes de discriminations que celles qui s'identifient comme « femmes » (21% contre 19%) et ce dans les services privés comme publics. Un différentiel qui semble s'expliquer par un critère particulier : la plus forte proportion de personnes ayant déclaré être simultanément victime de racisme chez les « hommes » que chez les « femmes ».

Tableau 5 : Répartition des discriminations et des services (plusieurs réponses possibles) en fonction du genre des répondantes.

	Moyenne	Hommes (108)	Femmes (134)	Autres genres (36)
Administrations	26 %	23 %	28 %	50 %
Pôle Emploi	10 %	10 %	7 %	39 %
Police Nationale	17 %	23 %	9 %	36 %
Police Municipale	14 %	16 %	8 %	36 %
Animation et loisirs	5 %	4 %	6 %	11 %
Santé	29 %	25 %	30 %	58 %
Services scolaires / universitaire	33 %	30 %	35 %	33 %
Autre	27 %	31 %*	25 %*	17 %*

* Autre renvoyant souvent au don du sang chez les hommes, à la PMA chez les femmes et aux Changement d'Etat Civil chez les personnes trans.

Du côté des victimes, en moyenne, trois éléments nous interpellent. Le premier, c'est la part toujours élevée des discriminations ressenties et/ou subies par les personnes trans. D'ailleurs ce sont aussi les répondant.e.s qui ont le plus fort taux de réponses multiples. Deuxièmement, nous notons un effet « sexe » assez fort puisque la répartition des discriminations par services en fonction des gays et des lesbiennes n'est pas la même. Ces dernières (majoritaires parmi les femmes) témoignent de discriminations dans les services de santé et dans les services administratifs alors que les gays pointent plus du doigt les services de polices (toutes polices confondues).

Mais ces chiffres restent des tendances, avec des effectifs faibles. Ils sont donc bien plus « indiciels » que « démonstratifs ». Toutefois, ils nous mettent sur la voie de quelques pistes thématiques : la question des discriminations dans le monde scolaire et universitaire pour les personnes LGBT, celle des rapports à la police et des rapports à la santé pour les lesbiennes. Enfin, ils nous indiquent des bornes analytiques autour des effets de « sexe » et de « sexualité » afin d'accompagner l'analyse de ces tendances.

Si nous nous intéressons à la fréquence des discriminations, nous observons que, très majoritairement, ces discriminations ne se répètent pas plus de 3 fois dans l'année, ce qui est évidemment déjà trop du point de vue de l'expérience singulière des victimes. De l'autre côté de l'échelle des réponses, en moyenne, près de 9% des répondant.e.s vivent ces discriminations plus de 10 fois au cours de 12 derniers mois (soit la fin de l'année 2017 et presque toute l'année 2018). On remarquera que pour les personnes trans, là encore, la répétition des actes et propos discriminatoires est plus forte que pour le reste des catégories de victimes. La question de la fréquence n'est pas anodine car elle indique non seulement une répétition, donc une pesanteur, du fait discriminatoire, mais également la présence plus ou moins forte de la possibilité même d'être discriminé.e avant même d'être en contact avec le service demandé. Nous faisons ici l'hypothèse que plus les expériences sont nombreuses et fréquentes, plus elles éloignent les personnes des services. Plus encore, nous faisons l'hypothèse que les expériences de la discrimination se sédimentent de façon à se sentir menacé.e non seulement dans l'usage du service où se sont déroulés les faits, mais dans l'ensemble des services qui finissent par tous revêtir la couleur menaçante de la discrimination, du regard insistant, du mégenrage pour les personnes trans⁶, des moqueries etc.

Combien de fois cela s'est-il déroulé au cours des 12 derniers mois ?

	MOYENNE (380 réponses)
1 ou 2 fois	56 %
Entre 3 et 5 fois	28 %
Entre 6 et 10 fois	8 %
Plus de 10 fois	8 %

⁶ Le fait d'appeler une personne par un prénom ou un pronom non désiré.

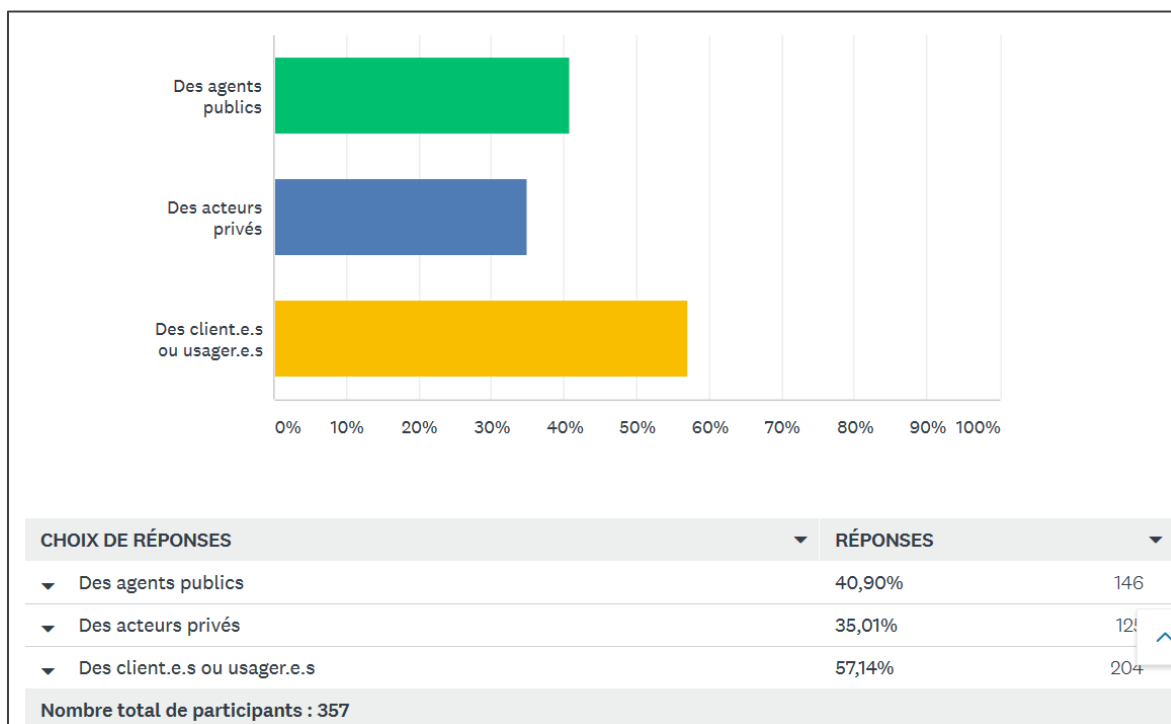
Enfin nous avons demandé aux personnes interrogées si elles / ils avaient été témoins de discriminations : dans les services privés comme publics, environ 20% des répondant.e.s disent déjà avoir observé des comportements ou des propos, attitudes discriminatoires au cours des 12 derniers mois. Ce chiffre correspond aussi au nombre de personnes victimes de discriminations dans ces services. Toutefois nous ne pouvons pas mesurer ce qu'ont fait ces témoins en situation : en tant que personnes concernées, sont-ils / elles intervenu.e.s ou se sont-ils / elles comportés comme les autres ? Cependant, nous avons posé la question des témoins présents et dans ¼ des situations des témoins étaient présents. Au total seuls 10% des témoins sont intervenus verbalement ou physiquement pour aider les victimes (chiffre comparable aux autres situations comme l'espace public).

20% des
répondant.e.s ont
été témoins de
discriminations
dans les services
privés / publics

B. LES AUTEURS LES FAITS

Enfin, nous avons interrogé les victimes pour avoir quels étaient les auteurs de ces interpellations ou agressions LGBT-phobes. Cette question est d'autant plus importante qu'en ce qui concerne les services publics, cela engage directement les responsables politiques qui œuvrent dans ces services. Voici la répartition des réponses :

Quant aux auteurs, étaient-ils ?



5. LES POPULATIONS LGBTI AU PLURIEL

La question du harcèlement, des insultes et des discriminations LGBTphobes ne saurait être réduite aux corps étiquettes comme « gays », « lesbiens » ou « trans » dans l'espace public. D'autres croisements tendent à montrer que l'accumulation de critères de discriminations diminue d'autant la bonne appréciation de la ville. On considère souvent l'intersectionnalité comme l'addition de critères de stigmatisation (couleur de peau, sexe, sexualité...). Cette première lecture, certes lacunaire, autorise toutefois à montrer que l'uniformité des groupes est moins solide qu'il n'y paraît. Ainsi, si l'on ne considère que les personnes LGBT ouvrier.e.s ou employé.e.s, ces dernier.e.s sont 30% moins nombreux/ses à trouver l'ambiance urbaine « très bonne » par rapport au reste des répondant.e.s.

Tableau 4 : sentiment urbain et discriminations

Comment trouvez-vous l'ambiance générale ? / Critères cumulés de discriminations	Moyenne (1)	LGBTphobie (2)	LGBTphobie et racisme (3)	LGBTphobie et discriminations liées à l'apparence (poids...) (4)
Très bonne	01,3 %	0,2 %	0,9 %	0,8 %
Plutôt bonne	24,5 %	8,8 %	11,3 %	14,2 %
Moyenne	47,4 %	46 %	36 %	36,5 %
Plutôt mauvaise	14,5 %	18,2 %	22,1 %	20,5 %
Très mauvaise	13,8 %	26,8 %	29,7 %	28 %

Sources : Arnaud Alessandrin, Johanna Dagorn, Laetitia Franquet, *Femmes et déplacements*, Mairie de Bordeaux, Bordeaux Métropole, Keolis, 2016.

(1) Strate « LGBT » : n = 297

(2) Sur un total de 5.218 réponses

(3) Strate « LGBT racisé.e.s » : n = 67

(4) Strate « LGBT et apparence » : n = 27

Le tableau ci-dessus permet d'ouvrir à une seconde lecture intersectionnelle et souligne que les homosexuel.le.s et les personnes trans racisées ont une appréhension de l'ambiance urbaine moins bonne que la moyenne des répondant.e.s, mais également légèrement moins bonne que la moyenne des personnes victime de LGBTphobie. Si la robustesse des chiffres peut être discutée du fait de la faiblesse des effectifs dans chacune des sous-statistiques sélectionnées, une approche indiciaire augure d'une polarisation des sentiments urbains beaucoup plus marquée lorsque l'on cumule les stigmates. En effet, les réponses relatives à une appréciation « moyenne » de l'ambiance urbaine baissent significativement lorsque les discriminations s'accumulent.

Cette double perspective, inter et intra catégorielle (McCall, 2005) permet d'augmenter quelque peu la complexité des relations qu'entretiennent les personnes LGBT et la ville. A travers l'étude « Ville et LGBTI-Phobie » tentons d'observer ces intersectionnalités.

A. LGBT / HANDI-PHOBIE (focus sur l'espace public)

Avec l'aide de l'association des sourds et malentendants d'Aquitaine, nous avons pu obtenir quelques chiffres et témoignages de cette population. Bien évidemment, les témoignages sont trop peu nombreux pour décrire des tendances nettes, mais quelques indices apparaissent. Premièrement, une légère augmentation de la part de personnes se sentant stressées et inquiètes dans leurs déplacements en ville.

Dans l'espace public vous vous sentez plutôt :

	MOYENNE	LGBT Handicapé.e.s (37 réponses)
Inquiet.e.s et stressé.e	68 %	71 %
Serein.e et détendu.e	32 %	29 %

On pourrait aussi souligner que les 37 personnes LGBTI en situation de handicap (sans que nous puissions les distinguer) notent considérablement moins bien l'ambiance urbaine que la moyenne des répondant.e.s. Toutefois nous sommes incapables de savoir ce qui relève spécifiquement des LGBTI-phobies dans cette notation que l'on imagine propre aux personnes en situation de handicap selon les recherches qui associent « handicap » et « ville » (Reichhart et Rachedi-Nasri, 2016).

Sur une note de 1 à 10 combien noteriez-vous l'ambiance urbaine ?

	MOYENNE	LGBT Handicapé.e.s (37 réponses)
Note	6,2	4.5

L'accessibilité étant au cœur de ces questions, nous avons regardé quelles réponses renvoyaient au tramway et au bus parmi les lieux cités de discriminations vécues : 36 sur 37 renvoient aux déplacements !

Au niveau de la fréquence des discriminations, 55% des témoignages stipulent une fréquence située entre 3 et 5 fois l'an, et 20% disent vivre cela plus 10 fois dans l'année. Cette fréquence nous interpelle particulièrement aux vues des faits relevés (tableau ci-dessous).

Plus inquiétants sont les faits relevés : 8 viols – au cours des 12 derniers mois- sont enregistrés par des personnes en situation de handicap : les récits (très brefs) de personnes témoignent de situations de contrainte forte ainsi que de menaces.

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
▼ Des regards insistants et menaçants	43,24%	16
▼ Une présence inquiétante (être suivi)	32,43%	12
▼ Des commentaires non désirés, des injures...	51,35%	19
▼ Des menaces physiques	16,22%	6
▼ Des agressions, des coups...	13,51%	5
▼ De l'exhibitionnisme	13,51%	5
▼ Des viols ou des tentatives de viols	21,62%	8
▼ Je n'ai rien du subi de cela	35,14%	13
Nombre total de participants : 37		

Quant aux témoins présents, ils n'ont rien fait, pour 60% d'entre eux et sont intervenus pour accentuer les discriminations, c'est-à-dire passés du côté des auteurs, pour 26% d'entre eux ! Seuls 14% sont intervenus physiquement ou verbalement pour aider les victimes.

TEMOIGNAGES

« On m'a menacé de me jeter dans la Garonne »

« Avec mon copain, un homme nous a fait la morale en criant que nous étions contre nature. Je n'ai rien fait »

« On m'a poussé hors du tramway et j'ai perdu le contrôle de mon fauteuil. Je n'ai pas pu me relever tout seul et le tramway est parti. »

« Je me suis déjà fait insulter parce que je suis homosexuel mais aussi parce que je suis handicapé »

B. RACISME ET LGBT-PHOBIE (focus sur l'espace public)

91 personnes témoignent dans notre enquête de racisme. Si l'on se focalise sur l'espace public, force est de constater que le couple « racisme » / « espace public » est peu travaillé, alors que les témoignages, eux, sont très nombreux dans la presse (Peretti Ndiaye, 2015 ; Clerval, 2014 ; Paomares, 2013), ou plutôt ces travaux cantonnent la question du racisme à des logiques institutionnelles territorialisées aux « quartiers » (Doytcheva, 2019). En nous concentrant sur l'expérience urbaine de ces personnes, voici ce que nous pouvons observer :

Dans l'espace public vous vous sentez plutôt :

	MOYENNE	personnes LGBT Racisées (91 réponses)
Inquiet.e.s et stressé.e	68 %	52 %
Serein.e et détendu.e	32 %	48 %

Les 91 personnes LGBTI racisées notent considérablement moins bien l'ambiance urbaine que la moyenne des répondant.e.s. Toutefois nous sommes incapables de savoir ce qui relève spécifiquement des LGBTI-phobies dans cette notation ou bien aux questions de racisme, ou le croisement des deux. Pour cela, il conviendrait de recueillir le témoignage expérientiel des personnes concernées. Ces mêmes personnes notent 5.9 /10 l'ambiance urbaine (légèrement moins que la moyenne) mais ne sont que 52% à se sentir sereines en ville (là où la moyenne s'établit à 68%) !

Sur une note de 1 à 10 combien noteriez-vous l'ambiance urbaine ?

	MOYENNE	Personnes LGBT Racisé.e.s (91 réponses)
Note	6,2	5.9

Quand on observe les faits relatés par les personnes LGBT-racisées, la question des viols et des tentatives de viols revient également : 7 cas sont relatés, ce qui renvoie à près d'un cinquième des personnes ayant témoigné de viols ou de tentatives (tableau infra). A noter que sur ces récits, 6 sur sont issus de témoignages de femmes, contre 1 témoignage d'homme.

Si vous avez subi quelque chose au cours des 12 derniers mois, était-ce plutôt :

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Des regards insistants et menaçants	67,78%	61
Une présence inquiétante (être suivi)	31,11%	28
Des commentaires non désirés, des injures...	63,33%	57
Des menaces physiques	8,89%	8
Des agressions, des coups...	8,89%	8
De l'exhibitionnisme	11,11%	10
Des viols ou des tentatives de viols	7,78%	7
Je n'ai rien du subi de cela	15,56%	14
Nombre total de participants : 90		

Comme pour les autres répondant.e.s, la rue et les transports publics arrivent en tête des lieux où se déroulent les actes racistes vécus par les personnes LGBT ayant répondu à cette enquête. Une petite différence semble apparaître du côté du voisinage, plus souligné par ces répondant.e.s que la moyenne (14% contre 8% en moyenne). Toutefois nous ne pouvons en dire plus sur ce différentiel par manque de réponses qualitative précises dans le verbatim. Un autre indice est enfin présent dans les réponses : les témoins ne font massivement rien en cas d'agression / injure raciste (tableau infra).

Où ces évènements ont-ils eu lieu ?

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
Dans la rue	77,78%	70
Dans un bus	27,78%	25
Dans un tramway	46,67%	42
Dans votre voisinage	14,44%	13
En sortant d'un commerce, un bar, une boîte...	33,33%	30
Dans un espace de loisir (skate parc, city-stade...)	6,67%	6
Autre (veuillez préciser)	Réponses 17,78%	16
Nombre total de participants : 90		

En cas de présence de témoins, qu'ont-ils fait ?

	MOYENNE
Ils sont intervenus pour m'aider	7%
Ils n'ont rien fait	84%
Ils ont pris part à l'agressions / aux injures	9%

C. UNE QUESTION D'ÂGE ? (Focus sur les étudiant.e.s)

Sous population : étudiants

Répondant.e.s de <25 ans ayant participé après le 24/01/2019 N = 488

En orange, les différences notables entre les étudiant.e.s et la moyenne de l'enquête.

Vous êtes...

	N = 486	%
Homme	324	66.67%
Femme	150	30.86%
Autre*	15	3.09%

* En retirant les réponses telles que « Autre ? ... il n'y a que deux genres. » ; « Il n'y a pas d'autre situation que homme ou femme je ne comprends pas l'utilité de la case autre. »

L'analyse des données concernant les étudiant.e.s montre quelques différences avec la moyenne de l'enquête. Mais l'effet « âge » semble peu probant dans de nombreux cas. Des différences notables sont à souligner concernant la typologie des faits subis (notamment du côté des présences et des regards insistants) de l'inaction plus grande des témoins et de la place plus importante que les transports semblent prendre dans les discriminations vécues.

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi...

	Moyenne étudiant.e.s (488)	Moyenne générale
Des regards insistants et menaçants	37 %	30%
Une présence inquiétante	19 %	12%
Des commentaires non désirés, des injures...	17 %	29%
Des menaces physiques	04 %	04%
Des agressions, des coups.	02 %	04%
De l'exhibitionnisme	02 %	03%
Des viols ou tentatives de viols	01 %	01%
Je n'ai rien subi de cela	18 %	17%

La plupart du temps ces événements se sont déroulés (plusieurs réponses possibles)

	Moyenne (1307)	Moyenne étudiant.e.s (396)
Dans la rue	81.33%	84.85%
Dans un bus	18.82%	22.47%
Dans un tramway	41.39%	48.23%
Dans votre voisinage	8.72%	7.32%

En sortant d'un commerce, un bar, une boîte...	30.83%	31.31%
Dans un espace de loisir (skate parc, city-stade...)	5.66%	3.79%
Autre (Veuillez préciser)	10.18%	9.34%

Attention : Catégorie « Autre » : récurrence du campus universitaire ou les restaurants universitaires

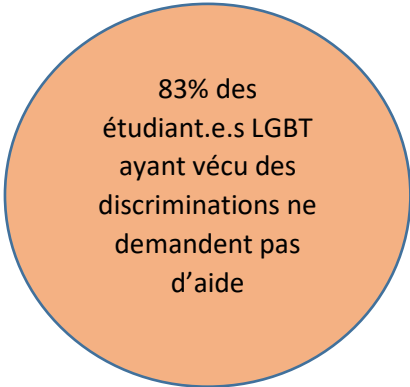
S'il y avait des témoins, quelles furent leurs réactions ?

	Moyenne des étudiant.e.s (261)	Moyenne de l'enquête
Ils n'ont rien fait	82 %	74%
Ils m'ont porté assistance physique	2 %	3%
Ils sont intervenus verbalement pour m'aider	10 %	12%
Ils ont participé à l'évènement (rires etc...)	8 %	11%

Quant aux auteur.e.s, étaient-ils/elles...

	Moyenne des étudiant.e.s (321)	Moyenne de l'enquête
Des conducteurs/trices	8 %	9%
Des contrôleurs/euses	2 %	7%
Des piéton.ne.s	76 %	67 %
Des agents du service public	2 %	7 %
Des travailleurs extérieurs	12 %	10 %

Face à ces événements quand on demande aux étudiant.e.s si elles et ils ont demandé de l'aide, ils et elles sont 83% à ne pas l'avoir fait, pour des motifs similaires à la moyenne des répondant.e.s : la peur, la honte, le sentiment de lassitude, la crainte de faire empirer les choses ou que les auteurs ne seront jamais sanctionnés. Pour les 15% qui en parlent ce sont les ami.e.s et la famille qui sont privilégiés.



83% des étudiant.e.s LGBT ayant vécu des discriminations ne demandent pas d'aide

Au total, dans l'espace public, les étudiant.e.s LGBT sont-ils plus ou moins rassuré.e.s que la moyenne ?

	Serein.e.s et rassuré.e.s	Inquiet.e.s et stressé.e.s
Hommes GBT de moins de 25 ans (moyenne des hommes)	71% (181 réponses) (77%)	29% (80 réponses) (23%)
Femmes LBT de moins de 25 ans (moyenne des femmes)	55% (217 réponses) (57%)	45% (195 réponses) (43%)
Autres genre de moins de 25 ans (moyennes des « autres genre »)	34% (12 réponses)* (34%)	66% (18 réponses)* (66%)

* Le faible nombre de réponses « autres genre » de moins de 25 nous empêche d'en dire beaucoup plus.

D. UNE QUESTION DE CSP ?

Contrairement aux précédentes sous parties de ce dernier chapitre, les questions de CSP sont saisissables partout dans notre enquête, pas uniquement dans les réponses relatives à l'espace public. Qu'il s'agisse de notation de l'ambiance urbaine, de demande d'aide, de discrimination dans le travail ou dans les services, une différence nette apparaît lorsque l'on compare les personnes LGBT cadres et employé.e.s. Quelques données nous prouvent ce différentiel :

Dans l'espace public, vous vous sentez plutôt ?

	Serein.e.s et rassuré.e.s	Inquiet.e.s et stressé.e.s
Employés / Ouvriers (113 réponses)	61%	39%
Employées / Ouvrières (101 réponses)	59%	51%
Hommes cadres et Prof. Int. Supérieures (141 réponses)	83%	17%
Femmes cadres et Prof. Int. Supérieures (109 réponses)	65%	35%

Si vous avez été victime de discrimination, qu'avez-vous fait ?

	Je n'ai rien fait*	J'ai demandé de l'aide ** (police / association)
Cadres et Prof. Intel. Sup	86%	14% (26% / 7%)
Ouvriers et employés (133 réponses)	80%	20% (12% / 30%)

* Moyenne : 82%

** Moyenne : 18%

Au travail, avez-vous subi des discriminations ?

	Ouvrier.e.s et Employé.e.s (221)	Cadres er Prof. Int. Sup. (243)
Oui (moyenne 20%)	38%	17%
Non (moyenne 80%)	62 %	83%

Dans les services publics, avez-vous déjà été discriminés au cours des 12 derniers mois ?

	Ouvrier.e.s et Employé.e.s (223)	Cadres er Prof. Int. Sup. (252)
Oui (moyenne 19%)	27 %	14 %
Non (moyenne 81%)	73 %	86 %

Dans les services privés, avez-vous déjà été discriminés au cours des 1 derniers mois ?

	Ouvrier.e.s et Employé.e.s (214)	Cadres er Prof. Int. Sup. (247)
Oui (moyenne 20%)	26 %	15 %
Non (moyenne 80%)	74 %	85 %

Si certains croisements ne donnent pas toujours de résultats probants (cf l'âge dans de nombreux cas), le croisement entre professions et situations vécues marque une nette différence entre les catégories sociale.

Que les cadres et les ouvrier.e.s ne vivent pas complètement de la même façon la ville avait déjà été observé dans nos précédentes enquêtes : le climat urbain a un « habitus ». Mais le différentiel est maintenu alors même que le questionnaire est très majoritairement passé par des habitant.e.s de Bordeaux, et moins de l'agglomération.

Alors qu'ils et elles sont plus nombreux à témoigner de discriminations, les ouvrier.e.s et employé.e.s LGBT font moins appel au droit et aux polices. Les associations pallient donc à ce manque par leurs actions et leurs relais. Ces parcours d'aides nous renseignent sur la nécessité de maintenir ou de renforcer les espaces associatifs d'aides pour soutenir les populations les plus éloignées des institutions.


5. LES CONSEQUENCES DES DISCRIMINATIONS : (non)demande d'aide et impact des discriminations

Si l'on regarde plus précisément ce qu'ont fait les victimes de ces discriminations, toutes discriminations confondues, nous observons qu'en moyenne, plus près de 50% des victimes, cela semble « ne rien avoir changé ».

Question 16 : Suite à ces faits, avez-vous...

	Gayphobie (305)		Transphobie (88)		Lesbophobie (206)	
Modifié vos horaires ou lieux de déplacement	11.15%	34	28.41%	25	13.11%	27
Modifié vos comportements dans l'espace public	32.79%	100	40.91%	36	36.89%	76
Arrêté une démarche administrative ou de santé	1.64%	5	15.91%	14	5.34%	11
Arrêté des occupations (activités, loisirs)	9.84%	30	26.14%	23	10.19%	21
Rien n'a changé pour moi	60.98%	186	43.18%	38	55.34%	114

Tout paraît nous dire que les victimes « font avec » cette menace de la discrimination. D'ailleurs, elles ne sont que 18% à demander de l'aide ! Quand elles demandent de l'aide, elles le font prioritairement auprès d'ami.e.s ou de proches. Les réseaux sociaux semblent assez étrangement plutôt utilisés par le 25-40 ans. Il faut dire que témoigner publiquement est un geste particulier qui est très certainement plus dangereux pour les plus jeunes. Les jeunes sont par contre à la recherche d'adultes référents en cas de démarche d'aide. L'accès aux associations est également peu cité comme dynamique d'aide par les moins de 25 ans alors que les 25-40 ans citent plus volontiers les associations. Enfin, peu importe l'âge des répondant.e.s, 16% des victimes qui demandent de l'aide font appel à la police ! On compte enfin 22 ITT (sans pouvoir dire de combien de jours) parmi les témoignages.

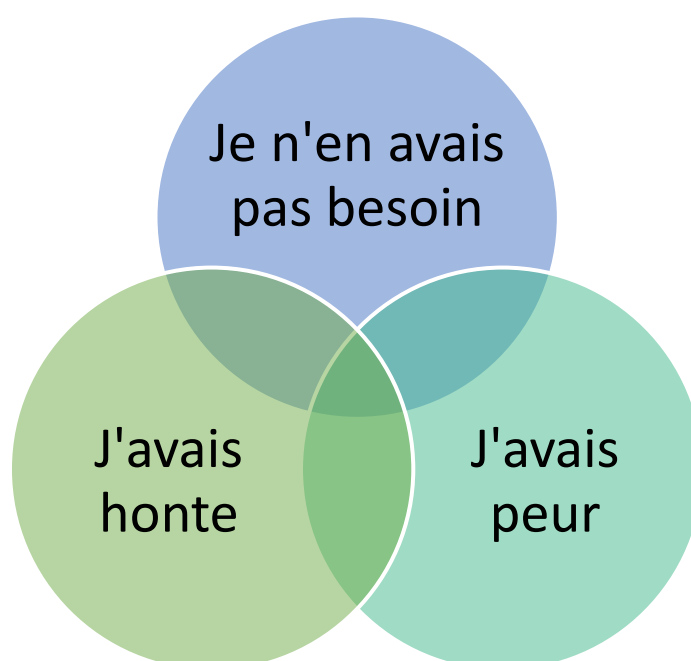


Seulement 18% des victimes de LGBT-phobie demandent de l'aide !

En moyenne, voici comment se répartissent les réponses de celles et ceux qui ont demandé de l'aide, à savoir « auprès de qui » cette aide a été effectuée :

CHOIX DE RÉPONSES	RÉPONSES	
▼ De proches (ami.e.s)	73,18%	131
▼ De votre famille	32,40%	58
▼ De psychologues, de médecins	15,64%	28
▼ De réseaux sociaux	17,32%	31
▼ De la police / la justice	16,20%	29
▼ D'une association	16,20%	29
▼ D'un.e travailleur ou travailleuse sociale	1,68%	3
▼ D'un.e responsable des ressources humaines	5,03%	9
▼ D'un.e adulte référente	11,73%	21
Nombre total de participants : 179		

Quand nous interrogeons les personnes sur leur absence de demande d'aide, et que nous effectuons un nuage de mots, trois thématiques reviennent : la honte, la peur, et l'absence de nécessité (que certain.e.s répondant.e.s regrettent rétrospectivement). D'autres thématiques apparaissent comme la crainte d'être mal reçus ou mal écoutés, la crainte d'aggraver la situation (au travail notamment) ou bien encore la répétition des faits qui donne à la victime le sentiment d'impuissance face aux injures et agressions LGBT-Phobes. Au total ce sont 382 réponses obtenues grâce à cette question ouverte. Toutes ces justifications témoignées en ligne prouvent que l'absence de demande d'aide n'est pas un choix évident pour les victimes.



TEMOIGNAGES

« Ces personnes qui nous injurient continueront quoi qu'on fasse »

« Personne ne peut apporter d'aide quand un policier vous fait une remarque déplacée. Et quand les gens me lancent des regards agressifs j'essaie plutôt de les laisser à leur haine et de continuer à vivre ma vie »

« Inutile, personne ne serait intervenu »

« Je n'avais pas la preuve formelle que les modifications survenues dans mon travail soient motivées par l'homophobie de mon patron »

« J'avais honte, je ressentais de la culpabilité, de l'incompréhension »

« Je ne souhaitais pas faire pitié »

« J'ai l'habitude à force et je me dis que ces actes ne sont pas si dangereux »

« J'ai souri, j'ai eu honte. J'ai validé ces propos et je m'en suis voulu »

« Personne ne comprends la gravité des discriminations »

« Je ne sais pas vraiment vers qui me tourner »

« J'avais peur des représailles alors je n'ai rien dit »

« Dans ce genre de situation personne ne dit rien. Les insultes sont tellement banales »

PRECONISATIONS

Faits mis en évidence dans l'enquête	Pistes d'action
<p><u>1- Rue et espaces publics : ne ambiance urbaine détériorée</u></p> <p>→ 39% des répondant.e.s LGBTise sentent stressé.e.s et/ou inquiet.e.s dans leurs déplacements en ville au cours des 12 derniers mois</p> <p>→ La notion de l'ambiance urbaine (de 1 sur 10) est relativement proche de celle mesurée lors de l'enquête « femmes et déplacements » en 2015 (6/10) mais 86% des répondant.e.s déclarent que les témoins des agressions n'ont rien fait (47% pour des victimes de transphobie)</p> <p>→ En moyenne, 50% des répondant.e.s ont subi des injures LGBT-phobes dans l'espace public au cours des 12 derniers mois, 7% des menaces physiques et 5% des coups et blessures.</p>	<p>1° Mettre en place une communication municipale contre les LGBT-Phobies lors de journées phares (17 Mai ou 20 Novembre)</p> <p>2° Inscire, dans l'espace public, des signes en faveur de l'inclusion des personnes LGBT : passage piéton « rainbow », feux de passages piétons mixtes ou de couples homoparentaux...</p> <p>3° Financer des stages de Self-défense demandés par certaines associations LGBT Bordelaises</p> <p>4° Création d'un guide contre les agressions LGBT-phobes dans la ville</p> <p>5° Mettre en place un protocole d'action en cas d'agression homophobe ou transphobe.</p>
Faits mis en évidence dans l'enquête	Pistes d'action
<p><u>2- Services publics et LGBT-Phobies</u></p> <p>→ Forte représentation des discriminations dans les transports publics (60 % des répondant.e.s disent avoir été discriminé au cours des 12 derniers mois dans les trams et/ou bus) : 97 par des conducteurs ou conductrices. 54 par des agents de contrôle.</p> <p>→ Forte expérience de la discrimination dans les services publics administratifs (18% des répondant.e.s s'y sont senti.e.s discriminé.e.s au cours des 12 derniers mois)</p> <p>→ Forte expérience de la discrimination avec la police municipale – et nationale- (26% des répondant.e.s s'y sont senti.e.s discriminé.e.s au cours des 12 derniers mois)</p> <p>→ Forte expérience de la discrimination avec la police municipale (30% des répondant.e.s s'y</p>	<p>6° Cibler une campagne de sensibilisation spécifique aux transports</p> <p>7° Former les conducteurs/trices et contrôleurs/leuses des bus et tramways de Bordeaux métropole</p> <p>8° Former différents services municipaux (accueil notamment)</p> <p>9° Former les policier.e.s municipaux et nationaux</p> <p>10° Créer un protocole d'accueil et de suivi des plaintes pour LGBT-homophobie</p> <p>11° Former les services municipaux en charge des secteurs animation / loisir / sport</p>

<p><i>sont senti.e.s discriminé.e.s au cours des 12 derniers mois)</i></p> <p>→ <i>Témoignages de discriminations dans les services publics d'animation et de sport (8% des répondant.e.s en témoignent)</i></p> <p>→ <i>Témoignages de discriminations dans les services scolaires et universitaires</i></p>	<p>12° Favoriser l'achat de livres, supports, pour les écoles primaires en faveur d'une représentation positive des LGBT</p> <p>13° Inciter à des formations communes au sein du CHU et des premières années d'IFSI en matière de lutte contre les discriminations et plus particulièrement de lutte contre les LGBT-phobies.</p>
Faits mis en évidence dans l'enquête	Pistes d'action
<p><u>3- Autres éléments de l'enquête</u></p> <p><u>a- Travail et LGBT-Phobie</u></p> <p>→ <i>1 répondant.e.s sur 5 se sent discriminé dans son travail du fait de son orientation sexuelle ou de son identité de genre au cours des 12 mois qui précèdent l'enquête</i></p> <p><u>b- Travail associatif</u></p> <p>→ <i>Les actions associatives sont nombreuses : la poursuite et le renfort du soutien municipal à ces actions est demandé.</i></p>	<p>16° Réunir les acteurs/trices de l'emploi sur Bordeaux afin d'organiser des formations en matière de lutte contre les discriminations et plus spécifiquement contre les LGBT-phobies</p> <p>17° Créer un appel à projet LGBT-phobie de la ville de Bordeaux pour le 17 mai</p> <p>18° Créer un prix de lutte contre les LGBT-phobies de la ville de Bordeaux</p>

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ALESSANDRIN, Arnaud ; DAGORN, Johanna ; MEIDANI Anastasia ; RICHARD, Gabrielle TOULZE, Marielle (2019), *Santé LGBT*, EAC.
- ALESSANDRIN, Arnaud, 2016. « La transphobie en France : entre hypo-efficacité du droit et expériences transphobes », *Cahiers du genre*, n°60, p. 193-211.
- ALESSANDRIN, Arnaud. 2016b. « Entre genre et santé : les espaces des transidentités », *Revue Francophone de Santé et de Territoire*, n°1 [en ligne].
- ALESSANDRIN, Arnaud, RAIBAUD, Yves. 2014 « La ville Grinderisée : nouveaux espaces des homosexualités », *Hermes*, n°69, p. 154-155.
- ARC, Stéphanie, et VELLOZO Philippe. 2012. « Rendre visible la lesbophobie », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 31, no. 1, pp. 12-26.
- BLIDON, Marianne. 2008. « La casuistique du baiser », *EchoGéo*, n°5, [En ligne]
- BONTE, Milan. 2018. « Transidentités et espaces publics », Thèse de Géographie (N. Cattandir.), Paris 1 (en cours).
- BORGHI, Rachele. 2013. « Plages gays vs plages lesbiennes ? », dans Arnaud. Alessandrin et Yves. Raibaud (sous la dir. de), *Géographie des homophobies*, Armand Colin, p. 171-178.
- BORILLO, Daniel. 2001. *L'homophobie*. Presses Universitaires de France.
- BROWNE, Kath, FERREIRA, Eduarda. 2015. *Lesbiangeographies : gender, place and power*, Routledge.
- BROWNE, Kate ; NASH, Catherine. ; HINES, Sally. 2010. « Introduction: towards trans geographies », *Gender, Place and Culture*, vol.17, n°5, p. 573-577.
- CARCILLO, Stéphane, et VALFORT Marie-Anne, 2018. *Les discriminations au travail. Femmes, ethnicité, religion, âge, apparence, LGBT*. Presses de Sciences Po.
- CHAMBERLAND, Line, et LEBRETON Christelle. 2012. « Réflexions autour de la notion d'homophobie : succès politique, malaises conceptuels et application empirique », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. vol. 31, no. 1, pp. 27-43.
- CHARTRAIN, Cécile. « Les jeunes face aux discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre : agir contre les LGBT-phobies : introduction », *Cahiers de l'action*, vol. 40, no. 3, 2013, pp. 9-12.
- CHAUVIN, Sébastien, et LERCH Arnaud. 2013. *Sociologie de l'homosexualité*. La Découverte.
- CHETCUTI, Natacha, JEAN-JACQUES, Sarah. 2019. « Usages de l'espace public et lesbianisme : sanctions sociales et contournements dans les métropoles françaises », *Cahiers de géographie du Québec*, vol.62, n.65, p. 169-189.

- CLERVAL, Anne. 2014. « Rapports sociaux de race et racialisation de la ville », *Espaces et sociétés*, vol. 156-157, no. 1, pp. 249-256.
- COSTES, Laurence, 2010. « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, no. 1, p. 177-191.
- DAGORN, Johanna, ALESSANDRIN, Arnaud. 2017. « Femmes et espaces public », *Hommes et libertés*, n°177, p. 66-69.
- DAGORN, Johanna, ALESSANDRIN, Arnaud, CHARAI, Naïma. 2016. « La ville face aux discriminations ». *Les cahiers de la LCD*, vol.1, pp : 9-16.
- DAGORN, Johanna, ALESSANDRIN, Arnaud. 2016. « L'expérience urbaine des discriminations ». *Les cahiers de la LCD*, vol.1, pp : 17-33.
- DAGORN, Johanna, ALESSANDRIN, Arnaud. 2015. «Etre une fille, un gay, une lesbienne un.e trans à l'école », *Le sujet dans la cité*, n°6, p. 38-49.
- DOAN Petra 2010. « The tyranny of gendered spaces – reflections from beyond the gender dichotomy », *Gender, Place & Culture*, vol.17, n°5, p. 635-654.
- DOAN Petra, 2007. « Queers in the American City: Transgendered perceptions of urban space Gender », *Gender, place & Culture*, vol.14, n°1, p. 57-74.
- DOYTCHEVA, Milena, 2019. « Déterritorialiser l'exclusion re-territorialiser le racisme et es discriminations », *Les cahiers de la LCD*, vol.9, pp : 21-38.
- DUBET, François. 2016. *Ce qui nous unit*. Paris, Seuil.
- DUBET, François. 2007. *L'expérience sociologique*, La Découverte.
- DUPONT, Louis, PRIEUR, Cha. 2012. « Les espaces des masculinités » (sous la dir. de), *Revue Géographie et Cultures*, n° 83.
- ERIBON Didier. 2003. *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*. Larousse.
- ERIBON, Didier. 1999. *Reflexions sur la question gay*, Fayard.
- FALCOZ, Christophe, et BEWUCE Audrey. 2009. « La gestion des minorités discréditables : le cas de l'orientation sexuelle », *Travail, genre et sociétés*, vol. n° 21, no. 1, pp. 69-89.
- FALCOZ, Christophe. 2004. « Virilité et accès aux postes de pouvoir dans les organisations. Le point de vue des cadres homosexuel-le-s », *Travail, genre et sociétés*, vol. 12, no. 2, pp. 145-170.
- GHAZIANI, Amin. 2014. *There Goes the Gayborhood?*, Princeton University Press.
- GIRAUD, Colin. 2016. « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés*. [En ligne], n.30.
- GIRAUD, Colin. 2014. *Quartiers gays*, Paris, Presses universitaires de France

- GIRAUD, Colin. 2013. « Le Village gai de Montréal. Une aventure urbaine minoritaire ? », *Espaces et Sociétés*, n° 154, p. 33-48.
- HAMMARBERG Thomas, 2001. *Droits de l'homme en Europe : la complaisance n'a pas sa place*. Conseil de l'Europe.
- JAUROUD, Emmanuel. 2005. « Territoires de mauvais genre ? Les plages gays », *Géographie et cultures*, n° 54, p. 71-84.
- LEFEBVRE Henri. 1968, *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos.
- LEFEBVRE Henri. 1989. « Quand la ville se perd dans la métamorphose planétaire », *Le Monde diplomatique*, Dossier « Le temps des ruptures », p. 17-18.
- LEROY, Stéphane. 2012. « “Tu cherches quelque chose ? ” : ethno-géographie de la drague et des relations sexuelles entre hommes dans le Bois de Vincennes », *Géographie et cultures*, n° 83, p. 51-67.
- LEROY, Stéphane. 2010. « « Bats-toi ma sœur ». Appropriation de l'espace public urbain et contestation de la norme par les homosexuels », *Métropoles*, n°8 [En ligne]
- LEROY, Stéphane. 2009. « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain », *Espaces et sociétés*, n°139, p. 159-174.
- MC CALL, Leslie. 2005. « The Complexity of Intersectionality », *Signs*, n°3, p. 1771-1800
- PALOMARES, Elsa, 2013. « Le racisme : un hors-champ de la sociologie urbaine française ? », *Métropolitiques* [en ligne].
- PARINI, Lorena, et ANOUK, Lloren. 2017. « Discriminations envers les homosexuel·le·s dans le monde du travail en Suisse », *Travail, genre et sociétés*, vol. 38, no. 2, pp. 151-169.
- PERETTI NDIAYE, Marie. 2015. « De l'objet tabou au racisme respectable. Récit d'une enquête en terrain sensible », *Civilisations*, vol. 64, no. 1, pp. 81-90.
- POLLAK, Mickael. 1982. « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto ? », *Communications*, vol. 35, n°1, p. 37-55
- REICHHART Frederic et RACHEDI-NASRI Zineb. 2016. « L'accessibilité de 1975 à nos jours », *Les cahiers de la LCD*, n.1, pp : 75-89.
- SCAILLEREZ, Arnaud. 2013. « La discrimination au sein de la fonction publique territoriale : la rupture du contrat psychologique ? », *Management & Avenir*, vol. 64, no. 6, pp. 76-95.
- TIN, Louis-George, 2003. *Dictionnaire de l'homophobie*, PUF.
- TOULZE, Marielle, ALESSANDRIN, Arnaud. 2015. « Les événements publics BDSM », *Géographie et cultures*, n°95, p. 59-72.

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE

Entête

La ville de Bordeaux, accompagnée de chercheuses et de chercheurs de ses universités, s'engage dans une enquête qui vise à mieux saisir les expériences des discriminations vécues par ses habitant.e.s LGBTI –Lesbiennes, Gays, Bissexuelles, Transgenres et Intersexes. Ce questionnaire en 3 parties s'intéresse à l'espace public (bus, tram, rues...), le travail et les services publics. Les réponses sont anonymes. Merci du temps que vous consacrerez à y répondre.

PARTIE I : ESPACE PUBLIC ET DISCRIMINATIONS

1.1 Les faits

- Au cours des 12 derniers mois avez-vous subi :

- Des regards insistants / menaçants
- Des présences inquiétantes (être suivi.e)
- Des commentaires non désirés et des injures
- Des menaces physiques
- Des agressions, des coups
- Des viols
- Des contacts physiques / de l'exhibitionnisme
- Je n'ai jamais subi cela

- Si vous avez subi quelque chose, d'après vous, il s'agissait prioritairement de :

- Sexisme
- Homophobie
- Transphobie
- Racisme
- Handiphobie
- Autre

- Si vous avez été discriminé.e pour une seconde raison, était-ce du :

- Sexisme
- Homophobie
- Transphobie
- Racisme
- Handiphobie
- Autre

- Le plus souvent, ces évènements se déroulent-ils :
 - Dans la rue
 - Dans une ligne de bus
 - Dans une ligne de tramway
 - Dans votre voisinage
 - En entrant ou en sortant d'un commerce, un bar ou une boîte
 - Dans un espace de loisir public (skate parc, city-stade...)

- Si cela est arrivé dans la rue, pourriez-vous dire où ? (liste des quartiers)
- Si cela est arrivé dans le bus, pourriez-vous dire sur quelle ligne ? (liste des lignes)
- Si cela est arrivé dans un tramway, pourriez-vous nous dire sur quelle ligne (liste)
 - Sauriez vous dire s'il s'agissait plutôt
 - Du matin
 - De la journée
 - De la fin de journée
 - De la nuit

- Pourriez-vous décrire la situation la plus marquante au cours des 12 derniers mois ?
- Combien de fois cela vous est-il arrivé au cours des 12 derniers mois ?
 - Entre 1 et 2 fois
 - Entre 3 et 5 fois
 - Entre 5 et 10 fois
 - Plus de 10 fois

1.2 Témoins et auteurs

- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoins de discriminations LGBTIQ-phobes ?
OUI / NON

- Si oui, pourriez-vous décrire la scène ?

- Si vous avez-vous-même été discriminé.e.s au cours de 12 derniers mois, y avait-il des témoins présent.e.s ? OUI / NON

- Qu'ont-ils fait ?
 - Ils n'ont rien fait
 - Ils m'ont porté assistance physique
 - Ils sont intervenus verbalement pour m'aider
 - Ils ont participé à l'évènement

- Quant aux auteur.e.s : étaient-ils ?
 - Des conducteurs / trices de voiture
 - Des conducteurs / trices de tramway ou bus
 - Des piéton.ne.s
 - Des agents du service public
 - Des travailleurs extérieurs

1.3 Les conséquences

- Suite à ces faits, avez-vous :
 - Modifié vos horaires / lieux de déplacements ?
 - Modifié votre comportement dans l'espace public
 - Arrêté une démarche administrative
 - Arrêté ou changé une occupation (loisir)
 - Rien n'a changé pour moi

- Suite à ces faits avez-vous demandé de l'aide ? OUI / NON

- Si oui : auprès de qui ?
 - Proches (ami.e.s / famille)
 - Réseaux sociaux
 - Psychologues / Médecins
 - Police / Justice
 - Une association
 - Travailleurs/ses sociaux
 - Je n'ai pas demandé d'aide

- En général, durant vos déplacements en ville, vous vous sentez
 - Serein.e
 - Stressé.e
 - Inquiet.e.s
 - Rassuré.e

- Sur une échelle de 1 (pas bien du tout) à 10 (très bien), comment vous sentez-vous en ville ?

PARTIE II : SERVICES PUBLICS ET PRIVÉS

2.1 Les faits

- Au cours des 12 derniers mois vous êtes-vous senti discriminé.e.s dans un service public ?
Oui / Non

- Si « oui » : lequel ? (Services administratifs, Pôle Emploi, Police Nationale, Police Municipale, Service publics d'animation ou de loisirs, Services de santé, Ecole)

- Au cours des 12 derniers mois vous êtes-vous senti discriminé.e.s dans l'accès à un service privé ? Oui / Non

- Si « oui » : lequel ? (Loisirs, Boîtes, Commerces....)

- Si vous avez subi quelque chose, d'après vous, il s'agissait prioritairement de :

- Sexisme
- Homophobie
- Transphobie
- Racisme
- Handiphobie
- Autre

- Si vous avez été discriminé.e pour une seconde raison, était-ce du :

- Sexisme
- Homophobie
- Transphobie
- Racisme
- Handiphobie
- Autre

- Pourriez-vous décrire la situation la plus marquante au cours des 12 derniers mois ?

- Combien de fois cela vous est-il arrivé au cours des 12 derniers mois ?

- Entre 1 et 2 fois
- Entre 3 et 5 fois
- Entre 5 et 10 fois
- Plus de 10 fois

2.1 Témoins et auteurs

- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoins de discriminations LGBTIQ-phobes dans un service public ? OUI / NON

- Si oui, pourriez-vous décrire la scène ?

- Si vous avez-vous-même été discriminé.e.s au cours de 12 derniers mois, y avait-il des témoins présent.e.s ? OUI / NON

- Qu'ont-ils fait ?

 Ils n'ont rien fait

 Ils m'ont porté assistance physique

 Ils sont intervenus verbalement pour m'aider

 Ils ont participé à l'évènement

- Quant aux auteur.e.s : étaient-ils ?

 - Des agents

 - Des usager.e.s ?

+ SERVICES PRIVÉS

+ LOISIRS

2.3 Les conséquences

- Suite à ces faits, si vous avez été victime de discrimination, avez-vous arrêté ou reporté une démarche administrative ? OUI / NON

- Suite à ces faits avez-vous demandé de l'aide ? OUI / NON

- Si oui : auprès de qui ?

 - Proches (ami.e.s / famille)

 - Réseaux sociaux

 - Psychologues / Médecins

 - Police / Justice

 - Une association

 - Travailleurs/ses sociaux

 - Je n'ai pas demandé d'aide

- En général, durant vos démarches auprès d'un service public, vous vous sentez

 - Serein.e

 - Stressé.e

 - Inquiet.e.s

 - Rassuré.e

PARTIE III : AU TRAVAIL

3.1 Les faits

- Au cours des 12 derniers mois vous êtes-vous senti discriminé.e.s au travail ? Oui / Non

- Si « oui », était-ce plutôt :
 - Lors d'un entretien d'embauche
 - Lors d'une demande de stage
 - Lors d'une demande de mutation, augmentation, formation...
 - Au quotidien dans les relations avec les collègues de travail
 - Au quotidien dans les relations avec les clients, fournisseurs, prestataires
 - Au quotidien par ma hiérarchie directe

- Si vous avez été discriminé.e dans un service public au cours des 12 derniers mois, qu'avez-vous subi ? (1 réponses)
 - Des regards insistants / menaçants
 - Des présences inquiétantes
 - Des commentaires non désirés et des injures
 - Des menaces physiques
 - Des agressions, des coups
 - Des viols
 - Des contacts physiques / de l'exhibitionnisme
 - Je n'ai jamais subi cela

- Si vous avez subi quelque chose, d'après vous, il s'agissait prioritairement de :
 - Sexisme
 - Homophobie
 - Transphobie
 - Racisme
 - Handiphobie
 - Autre

- Si vous avez été discriminé.e pour une seconde raison, était-ce du :
 - Sexisme
 - Homophobie
 - Transphobie
 - Racisme
 - Handiphobie
 - Autre

- Pourriez-vous décrire la situation la plus marquante au cours des 12 derniers mois ?

- Combien de fois cela vous est-il arrivé au cours des 12 derniers mois ?

- Entre 1 et 2 fois
- Entre 3 et 5 fois
- Entre 5 et 10 fois
- Plus de 10 fois

3.2 Témoins et auteurs

- Au cours des 12 derniers mois, avez-vous été témoins de discriminations LGBTIQ-phobes dans au travail ? OUI / NON

- Si oui, pourriez-vous décrire la scène ?

- Si vous avez-vous-même été discriminé.e.s au cours de 12 derniers mois, y avait-il des témoins présent.e.s ? OUI / NON

- Qu'ont-ils fait ?

- Ils n'ont rien fait
- Ils m'ont porté assistance physique
- Ils sont intervenus verbalement pour m'aider
- Ils ont participé à l'évènement

- Quant aux auteur.e.s : étaient-ils ?

- Des supérieur.e.s hiérarchiques
- Des collègues
- Des client.e.s / patient.e.s / usager.e.s

1.3 Les conséquences

- Suite à ces faits avez-vous demandé de l'aide ? OUI / NON

- Avez-vous subi une ITT ? Oui / NoN

- Avez-vous quitté un poste ou demandé

- Si oui : auprès de qui ?

- Proches (ami.e.s / famille)
- Réseaux sociaux
- Psychologues / Médecins
- Police / Justice
- Une association
- Travailleurs/ses sociaux
- Ressources humaines
- Je n'ai pas demandé d'aide

- En général, dans votre emploi ou dans vos démarches de recherches d'emploi vous vous sentez :

- Serein.e
- Stressé.e
- Inquiet.e.s
- Rassuré.e

DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Vous etes : un homme, une femme, autre (précisez)

Etes vous étudiant.e ? oui – non

Age : -18ans, 18-25ans, 25-49ans, 50-65ans, +65ans

Activité : lister les CSP + sans profession

CODE POSTAL :

DERNIERE PARTIE

Question ouverte aux témoignages



Nous contacter : cahiers.lcd@gmail.com